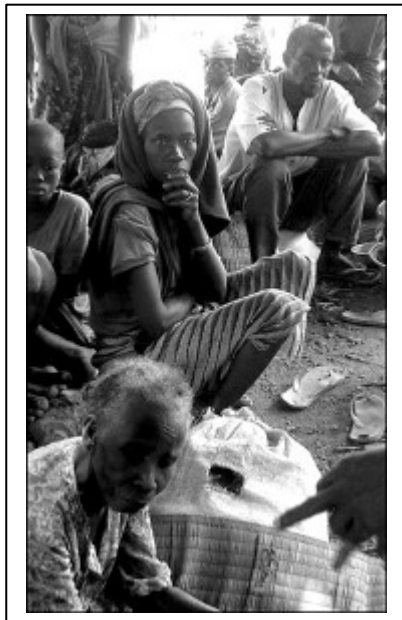


**Programme de Recherche Urbaine et de Développement  
PRUD**

**Projet de recherche : « Villes en guerre et guerres en ville »**

**RAPPORT DE MISSION SUR L'HABITAT EN GUINEE FORESTIERE**

**28 Septembre – 15 Octobre 2002**



**Sandra D'Urzo**, architecte, Responsable de Programmes pour A&D

## Sommaire:

### Calendrier de la mission

#### 1. Introduction

#### 2. Situation générale

#### 3. Analyse de l'impact de la crise sur l'habitat dans :

3.1. **Les villes:** Guékédou. Kissidougou. Caractéristiques, fonctionnement, facteurs et dynamiques liés aux déplacements de populations. L'impact environnemental. Destruction et reconstruction.

3.2. **Les camps:** région de Albadaria (Kuntaya, Télioro, Boréah), région de Dabola (Sambakunya), région de Nzérékoré (Kouhanka, Kola, Lenné). Conditions générales, caractéristiques liées aux stratégies d'implantation, état des lieux sur la construction des abris et des infrastructures collectives. Fonctionnement de chaque camp. Enjeux pour l'installation des nouveaux camps de Nzérékoré.

3.3. **Les villages:** relation entre camps et villages, entre populations autochtones et réfugiés. L'impact de la présence des réfugiés. Camps d'Albadaria/ sous-préfecture d'Albadaria, camps de transit de Tekoulo / sous-préfecture de Tekoulo.

#### 4. Enquêtes de terrain :

- a. groupes de populations vulnérables dans les camps considérés comme stables de Albadaria (Boréa)
- b. nouveaux réfugiés, camps de transit sur la frontière.
- c. représentants institutionnels des villes et des villages.
- d. ONG internationales : chefs de mission (Conakry) et coordinateurs de terrain.

5. **L'aide :** les bailleurs internationaux , les ONG, les institutions guinéennes.

- Démarches communes, mode d'action , perspectives et contraintes.
- Conséquences de la présence des Organisations internationales sur le développement urbain de la ville de Kissidougou , conséquences urbaines suite à l'abandon de la ville de Guékédou, après les attaques perpétrées en 2000.
- Considérations définies dans la perspective de la reconstruction et la réhabilitation.
- Politique de l'habitat dans les villes et les camps.

#### 6. Conclusions :

6.1. Evolution de la situation actuelle et scénarios envisageables

6.2. Recommandations pratiques et remerciements.

**Annexes : photos, plans et cartes.**

### CALENDRIER de mission

Dimanche 29	Arrivé à Conakry. ACF- Iñigo Torres Belén	Tél : 012 66 20 56 Log. 66 40 84	<a href="mailto:acfqu@afribone.net.gn">acfqu@afribone.net.gn</a> <a href="mailto:belenda@hotmail.com">belenda@hotmail.com</a>
Lundi 30	Entretien avec M. Maxime KOIVOGUI, <b>EUPD</b>	B.P 2058, Conakry Tél : 46 11 53 ; 29 90 90	<a href="mailto:eupd@sotelgui.net.gn">eupd@sotelgui.net.gn</a>
	Entretien avec le Dr. Mahamadou Taher Touré Senior health co-ordinator <b>UNHCR</b>	UNHCR - BP : 4158 Conakry Tel. 012-661336 Fax. 224-465808	<a href="mailto:tourema@unhcr.ch">tourema@unhcr.ch</a>
	Préparation du voyage sur Kissidougou, logistique avion <b>UNHCR</b>		
	Entretien avec Mr. Marc LEVESQUE , field officer des camps de Dabola et de Albadaria, <b>GTZ</b>	Tél 011.250692 <u>Personnes ressource</u> : Lanfia Touré à Dabola Karine à Nzérékore	<a href="mailto:gtzis_guinée@yahoo.fr">gtzis_guinée@yahoo.fr</a>
	Entretien avec Mr. Iñigo Torres, Chef de mission <b>ACF- Espagne</b> à CY		
Mardi 1 octobre	Voyage sur Kissidougou avec <b>UNHCR</b>		
	Accueil <b>ACF Espagne</b> à Kissidougou Mr. Stéphane Sourdin, chef de base	Quartier Djassafékorö Tél : 98 11 69	<a href="mailto:acfm33@inmarsat.francet&lt;br/&gt;elecom.fr">acfm33@inmarsat.francet elecom.fr</a> <a href="mailto:stephanesourdin@hotmail&lt;br/&gt;.com">stephanesourdin@hotmail .com</a>
	Entretien informel avec le responsable <b>HCR – Côte d'Ivoire</b>	HCR	
	Entretien avec le field officer <b>IRC, Kissidougou</b>  Mr.Christan Michaud	IRC / CY <u>Personne ressource</u> : Nzerekoré : Kwamé, field coordinator	
	Entretien informel avec Shirley de <b>ARC</b> (DESS fait sur les réfugiés en Guinée)	ARC, siège de Kissidougou	

	Entretien avec <b>Plan International Guinée</b> , resp.pr.	Siège de Plan Guinée, Kissidougou	
Mercredi 2	Entretien avec M. Ousman Kabia, et M. Komrabay (coordinateur éducation), <b>IRC</b>	Siège de IRC, Kissidougou	<a href="mailto:ousman.kabia@irc.org">ousman.kabia@irc.org</a> <a href="mailto:kwami.adzika@irc.org">kwami.adzika@irc.org</a> ( field off. Nzerekore)
	Planning des déplacements avec Bobo <b>EUPD</b> ,prise de contact avec les accompagnateurs ( Mr. Karifa Mamadouni)	Siège de ACF, Kissi	
	Entretien avec Claire, <b>PU</b>	Siège de PU, Kissi	
	Entretien avec <b>ACF Espagne</b> à Kissidougou Stéphane Sourdin, chef de base ACF	Siège de ACF, Kissi	
Jeudi 3	Visite de la ville de <b>Guéckedou</b> , accompagnement de Karifa Mamadouni, EUPD	Ville de Guékédou	
	<b>Action Catholique JRS - OCPH</b>		
Vendredi 4	Camp de transit de <b>Tékoulo</b> (transit camp), avec <b>MSF</b>	Camp de Tékoulo	
Samedi 5	Camps de <b>Kuntaya</b> et de <b>Télikoro</b> , avec HCR et EUPD. Enquêtes de terrain, entretien avec <b>Charlemagne Kpakpo</b> , section technique de HCR	Kuntaya et Télikoro	
	Entretien avec <b>Nuria Salse</b> , nutritionniste de ACF	ACF	
Dimanche 6	Entretien informel avec <b>Fabio Mantovani</b> , <b>GTZ</b> (section rapatriements)	Hôtel Savana	<a href="mailto:Mikealpha_2000@yahoo.com">Mikealpha_2000@yahoo.com</a>
	Rédaction des « situation reports »	Hôtel Savana	
Lundi 7	Visite et entretiens dans le <b>Camp de Boréah</b> , accompagnement du HCR	Boréah	
Mardi 8	Rapports et planification de la semaine		

	Prise de contact avec Mbemba Diallo, <b>site- planner de UNHCR</b>		
Mercredi 9	Entretien avec Charles Dieye, <b>chef de programmes Construction, GTZ/is</b> et avec le service technique de <b>BMZ</b>	Siège de GTZ/BMZ	<a href="mailto:gtzlaq@leland-gn.org">gtzlaq@leland-gn.org</a> BP.99, Kissidougou Tel.++224 971105
	Entretien avec le <b>Préfet de Kissidougou,</b>	Préfecture de Kissidougou	Tel. 98 10 08/81 05 15 Dom. 98 12 000
Jeudi 10	Enquête dans la sous-préfecture de ALBADARIA <b>Entretien avec le sous-Préfet</b>	Centre urbain de Albadaria	
Vendredi 11	Entretien avec le <b>directeur de la direction de l'Habitat</b> et avec le <b>Maire de Kissidougou</b>	Direction de l'habitat Mairie de Kissi	
	Retour à Conakry	ACF CY	
Samedi 12	Débriefing avec les enquêteurs	ACF CY	
Dimanche 13	Débriefing et repos	Conakry	
Lundi 14	Constitution d'un dossier recueillant de la cartographique sur les villes de Kissidougou et Guéckédou	Ministère de l'Urbanisme et de l'habitat	Ing . Alkaly Mahmoud Touré Tel. 011.299389
	Entretien avec Mr. <b>Claude Rakotomalala, HCR</b>	HRC / CY	
	Mise au point de la méthodologie avec les enquêteurs	ACF / CY	
Mardi 15	Entretien avec <b>Tim Swett, country director IRC</b> Vol de retour Conakry – Paris	IRC / CY	cd@irc.org.gn

## **1. Introduction**

Dans le cadre de la recherche pour le PRUD <sup>1</sup> menée conjointement avec le Groupe URD sur le sujet « ville en guerre et guerres en ville », cette mission a comme but d'analyser le volet concernant l'habitat dans les villes les plus touchées par la crise, Guéckédou, Kissidougou et Dabola.

Cette mission démarre ainsi la phase opérationnelle de l'étude, qui sera dirigée par deux chercheurs durant deux mois, à la suite de différentes missions ponctuelles qui se sont succédées sur cette zone.

Le temps ne me permettant pas de parcourir en profondeur ce sujet, j'ai décidé de concentrer au maximum mon attention autour des villes de Guéckédou, m'arrêtant sur les aspects de la destruction physique et de la reconstruction à peine entamée, et de Kissidougou, devenue le pôle d'implantation de toute l'aide internationale, depuis les attaques de l'année 2000 sur la région frontalière. Suite aux récents déplacements de population libérienne dans la zone de Nzérékoré et à la décision d'y installer des camps, il m'a semblé pertinent d'inclure cette nouvelle donnée dans l'évaluation, car elle présente l'implantation des réfugiés « à chaud », en rendant possible l'intégration de certains aspects, absents ou moins visibles dans les autres camps, considérés désormais stables, dans la zone d'Albadaria. Il paraît néanmoins utile de fournir des recommandations in fieri aux acteurs impliqués dans la phase de montage des camps, de les conseiller pendant le processus du montage et de l'organisation logistique, et non pas seulement une fois que tout est fini. Les remarques critiques a posteriori sont souvent trop faciles dans ces milieux, car un camp de réfugiés mal planifié est par définition l'un des environnements les plus problématiques et inhumains qu'il soit.

Il est important de souligner que l'habitat est en soi-même un sujet complexe et transversal, car il s'imprègne de facteurs socioculturels et économiques, ne pouvant en aucun cas se limiter à englober seulement des aspects techniques ou spatiaux, qu'ils soient à l'échelle de l'abri individuel ou de la ville : le regard sur l'habitat des villes, des villages et des camps analysés en Guinée Forestière ne peut donc pas s'abstraire des relations implicites ou explicites entre mode de vie et construction d'ouvrages physiques, entre besoins réels et solutions adoptées, choix politiques et stratégies urbaines.

C'est seulement dans cet esprit d'intégration de compétences pluridisciplinaires et par l'affirmation des approches complémentaires que cette évaluation sur l'habitat trouvera son sens, en représentant une facette de la très vaste crise qui traverse ce territoire.

## **2. Le contexte général:**

Depuis Juillet 2002 la dynamique des déplacements en Guinée Forestière se réoriente selon le contexte dans lequel évoluent les pays voisins : alors que la Sierra Léone semble vivre une certaine stabilité politique depuis les accords de Paix d'avril 2002, et que le HCR concentre beaucoup de ses efforts pour accélérer le rapatriement volontaire et "facilité" des réfugiés sierra léonais ( mouvement actuellement relativement faible par rapport aux prévisions), l'afflux des réfugiés libériens a lui subi une augmentation remarquable durant les derniers mois, suite à l'insécurité qui règne sur ce territoire. Cette nouvelle vague de réfugiés a obligé les acteurs de l'aide humanitaire à revoir leur stratégie et de focaliser une partie de leurs opérations dans la zone de Nzérékoré, où se trouvent actuellement les camps de réfugiés en construction (Kola et Lenné).

L'autre point de l'actualité, reste certainement la négociation entre le gouvernement, les préfectures et sous-préfectures de région et le HCR, concernant l'éventuel agrandissement des camps de la région d'Albadaria, la réutilisations des abris des rapatriés en fonction des nouveaux arrivés, et la possible ouverture de nouveaux camps selon le nombre, plus ou moins important, de ces derniers. Un problème majeur, aggravé pendant ces mois, reste la situation du camps de Kouhankan, dans lequel depuis longtemps on soupçonne la présence d'activités directement liées au LURD (recrutement de jeunes rebelles, la formation de groupes paramilitaires, le trafic d'armes et de drogue à l'intérieur du camp) : maintenant, preuves en main, les autorités et le HCR ont décidé unanimement la fermeture de ce camp et la relocalisation de ces 33 000 occupants. Est-ce que ce push factor servira aussi comme prétexte pour redéfinir les orientations vis-à-vis de l'ouverture de nouveaux camps ? Est-ce que ce transfert sera suffisant pour empêcher de nouvelles dynamiques d'infiltration de rebelles et

---

<sup>1</sup> Programme de Recherche Urbaine et de Développement, soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères Français.

garantir la sécurité des camps ? Que se passera-t-il avec les infrastructures et les constructions en dur dans ce camp, et que deviendront ces opérations qui ont demandé beaucoup d'engagement au niveau de la logistique et des énormes investissements sur le plan financier, il a seulement quelques mois ? Aujourd'hui, malgré la campagne de sensibilisation des intervenants sur ce sujet, on voit naître une multitude de questionnements sur les perspectives futures et la gestion des situations d'installation durable des réfugiés. Par ailleurs, les conditions dans certains camps surpeuplés semblent inquiéter les acteurs de la solidarité : les tentes de 50 personnes favorisent la propagation d'épidémies, et la promiscuité d'hommes et de femmes peut être la cause de violence et d'abus sexuels (bien avant le tristement fameux rapport de l'ONG Save the Children, qui pointait le doigt contre les abus sexuels commis dans les camps, beaucoup d'acteurs humanitaires avaient mis en route des programmes de Sexual and Gender Violence Prevention).

La situation des femmes réfugiées, à laquelle est dédiée une partie des entretiens menés dans les camps, reste l'un des sujets les plus pressants : considérées comme « vulnérables », et donc pas en mesure de construire leur propre abri, elles sont extrêmement démunies et souvent incapables de assurer des conditions de vie acceptables dans le camp.

Il est évident que les réfugiés à peine arrivés, transitant dans les camps provisoires et ayant échappé aux massacres récents ( voir § 4 a, Enquête sur les réfugiés dans le camp de transit de Tékoulo), apparaissent parmi les bénéficiaires les plus perdus et fragiles. Ceci est vrai seulement en principe. Cette analyse constate que même les réfugiés « de longue date » évoluent dans un milieu totalement déstructuré où les mécanismes traditionnels régulateurs des relations sociales et spatiales ne jouent plus leur rôle habituel. A ceci s'ajoute un climat général de tension, causé sans doute par les traumatismes vécus, qui génère le sentiment de frustration et de lutte pour la survie au quotidien. Le camp devient une caisse de résonance où s'amplifient les phénomènes négatifs présents dans toute société. ( voir § 4 b, Enquêtes de terrain à Boréah). Cependant il est vrai que les iniquités, ressenties au début des programmes d'assistance entre l'aide fournie aux réfugiés et celle aux populations locales se sont désormais affaiblies. Les relations entre les bénéficiaires se sont beaucoup améliorées, grâce aux nombreux programmes de sensibilisation et d'accompagnement.

Toutes les ONG partenaires du HCR sont appelées à se soucier, chacune dans son secteur d'intervention, du rééquilibrage entre les efforts menés pour les bénéficiaires réfugiés et ceux pour les populations locales, dont les besoins sont souvent tout aussi évidents. C'est ainsi que beaucoup d'ONG contribuent à des opérations, menées conjointement avec les préfectures de la zone, se concrétisant par la construction d'infrastructures collectives et d'équipements communautaires au profit des deux communautés, réfugiés et autochtones.

Par contre la situation sécuritaire dans la région frontalière, dans la Languette et autour de Macenta, a fortement dégénéré pendant mon séjour, empêchant la visite de certaines zones jugées trop à risque par les partenaires de cette étude (ACF, MSF et HCR ont interrompu leur opérations dans cette zone). La méfiance à l'égard des acteurs internationaux de la Solidarité se ressent surtout autour et au Sud de Guékédou, dans une zone où toutes les sous-préfectures sont sous contrôle militaires : le travail de certaines organisations est souvent rendu difficile, car l'aide aux réfugiés est vu sous l'angle déformé d'un appui plus ou moins indirect aux rebelles. L'identification semble être absolue dans le cas du HCR, surnommé le Haut Commissariat des Rebelles par certaines autorités de la zone, peu enclines à l'interférence étrangère dans le pays.

Les relations entre ONG et autorités locales de la ville de Kissidougou sont plus détendues, même si les caractéristiques de ce centre urbain ne semblent pas avoir un potentiel de développement proportionnel à l'implantation de dizaines d'ONG sur son territoire : Kissidougou se résume plutôt à une « ville champignon », dans laquelle le réseau artificiel de l'aide internationale, maintenu grâce à un soutien politique et financier à court ou moyen terme, se développe auprès d'une population locale mixte, sans se soucier d'une véritable interaction. Les autorités mêmes avancent des propositions aux ONG pour soutenir des initiatives de transformation du centre urbain, mais savent qu'un investissement à long terme sur l'aide internationale est un risque, car l'urgence peut se retourner facilement vers d'autres zones du pays. La confiance repose plutôt sur les riches diamantaires qui investissent dans la construction, évidemment privée, et des commerçants qui pourraient s'intéresser au développement d'un pôle d'échanges à Kissidougou, au cas où Guékédou ne réussirait pas à regagner sa place privilégiée dans le réseau commercial.

Les villages entourant les camps se sont clairement positionnés face à la situation à laquelle ils se sont vus confrontés, tout d'abord en refusant ce qu'ils considéraient une imposition « du haut », mais en acceptant après, sans réserves, l'implantation des camps dans leur zone. La majorité des conditions

imposées par les bureaux de préfecture pour accorder l'installation des camps a été satisfaite, mais nombre de villages, plus éloignés des routes qui mènent aux camps, dénoncent maintenant le fait d'avoir été exclus ou discriminés par rapport à l'aide développée dans la région. Certaines sous-préfectures regrettent le choix de l'éloignement volontaire des camps des villages, car elles voient l'opportunité d'intégrer les infrastructures et les équipements des camps, une fois que les réfugiés seront partis. D'autres soulignent qu'il n'était pas possible de les rendre contigus, car l'approvisionnement d'eau n'aurait pas été suffisant pour les camps et les villages, et précisent à raison leur incapacité d'absorber d'un jour à l'autre les infrastructures d'un camp de 10 000 ou 15 000 personnes (ces villages ne dépassant en moyenne pas le 1000 personnes).

Dans ce contexte d'incertitude et d'imprévisibilité, tous, ONG, HCR et autorités, s'interrogent sur l'évolution future des camps, sur les fonctions potentielles des infrastructures construites, sur le processus de démantèlement et la sauvegarde de l'environnement.

### 3.1. Les villes

---

#### Guéckédou

La route entre Kissi et Guéckédou a été remise en état, après les attaques des rebelles, et l'on remarque que cette zone témoigne une présence militaire plutôt forte, vu les convois en transit et de nombreuses casernes militaires le long de la route. Yendé, le dernier village de la préfecture de Kissi, a été le point extrême de l'occupation des forces rebelles qui ont occupé la région en décembre 2000, et est aussi le premier endroit où les traces de violents combats sont visibles sur les façades des bâtiments et dans les alentours (traces d'obus même dans les troncs des arbres ..). Yendé a vu la réalisation par la GTZ-BMZ<sup>2</sup> des infrastructures du marché qui fonctionnent aujourd'hui totalement : le jeudi, tous les villages voisins viennent à Yendé pour le commerce de leurs produits. Le commerce dans la région était beaucoup plus dynamique, avant 2000, le long de cet axe qui mène à Guéckédou, nœud stratégique entre le Mali au Nord, la Côte d'Ivoire à l'Est, le Libéria et la Sierra Léone. Une route a été récemment ouverte, la « route du café », qui relie directement la périphérie de Kissi à Macenta, en désenclavant les nombreuses plantations de café qui se trouvent dans la région. Mais la forte concentration de population en ville et la libre circulation entre les frontières, ont fait de Guéckédou le principal pôle d'attraction: au réseau de commerces de café, cacao, d'huile et de marchandises s'ajoute aussi le trafic clandestin de la drogue et la prostitution. La fermeture des frontières avec la Sierra Léone et le Libéria ont mené à un ralentissement de ce commerce illégal.

**La situation avant les attaques :** Avant 2000 les quartiers périphériques de Guéckédou grandissent au rythme de l'installation en ville des ONG humanitaires. L'extension des quartiers vers les collines est visible, et les villas en ruine témoignent de l'implantation stable des acteurs internationaux. Beaucoup de personnel local est employé par les ONG qui s'engagent à porter l'aide humanitaire aux réfugiés dans la Languette et aux nombreux camps placés tout au long de la frontière. Une Ong anglophone<sup>3</sup>, opérant dans la Languette avant 2000, affirme que les ONG présentes à Guéckédou étaient peu nombreuses<sup>4</sup>, et le champ d'action de celles-ci beaucoup plus vaste qu'à Kissidougou : l'assistance était portée à plus de 400 000 réfugiés, vivant dans 240 camps de petite et moyenne taille. Mais dans la zone de la Languette apparemment l'aide était insuffisante et les réfugiés ont déboisé de grandes surfaces pour s'approprier en bois de chauffe. Toute la partie de la frontière est maintenant en cours de reboisement sur l'initiative de la Préfecture : l'ONG EDAC<sup>5</sup> s'occupe de reboiser les anciens emplacements des camps le long de la route vers Kissi, ceux de Naydou et de Katkama en particulier. Le camp de Katkama a été créé pour les réfugiés de la languette, suite aux premières attaques des rebelles, mais les réfugiés ont dû être rapidement transférés vers le camp de Kuntaya. Certaines de ces structures communautaires, poste de santé et écoles, sont encore visibles, mais pas réutilisées par les villages limitrophes : une des raisons étant que les écoles des camps ne font pas partie du réseau éducatif national et que seule une décision au niveau du Gouvernement central pourrait résoudre

---

<sup>2</sup> GTZ- BMZ : Aide de la Coopération bilatérale Allemande, à travers son programme ARSL (Aide aux Réfugiés Sierra Léonnais).

<sup>3</sup> Concern Universal, travaillant à Guéckédou jusqu'en 2000.

<sup>4</sup> Parmi les principales présentes à Guéckédou : ACF, MSF, Concern, IRC, ARC, Plan Guinée.

<sup>5</sup> Environment Development Action

cette impasse administrative. Il est pourtant rare que des structures des camps abandonnés ne soient pas du tout utilisées par la population locale : dans la Languette, où les camps et les villages se côtoient, certaines écoles contiguës à celles des camps sont devenues une seule structure, et apparemment il y aurait même eu des cas de déplacement de villages entiers vers les sites abandonnés des camps, où les forages, les équipements et le réseau d'assainissement étaient opérationnels. Mais ces cas ne constituent qu'une réussite partielle, car les raisons empêchant leur réutilisation sont d'ordre différent :

- La majorité des structures communautaires n'étaient pas bâties «en dur», et se sont donc écroulées suite à plusieurs saisons des pluies.

NB : Depuis le HCR a décidé de réorienter ce choix, en imposant le banco seulement pour la fabrication des abris temporaires, biodégradables, et en utilisant du ciment pour toutes les infrastructures communes (écoles, centres de formation et de santé, bureaux des ONG)

- Les villages étaient trop petits face aux possibilités d'absorber les infrastructures des camps. Les habitants préfèrent s'approvisionner quotidiennement avec l'eau des forages, plutôt que de quitter leurs demeures pour s'installer dans le camp abandonné.
- Entre la période de crise qui a entraîné la fuite de la population de la Languette et le retour dans la zone, de nombreux puits inutilisés ont été pollués et doivent être désinfectés, avant d'être à nouveau fonctionnels. Certains puits ouverts constituent un danger réel. Plan Guinée se charge en ce moment de la désinfection et de la fermeture de ces puits villageois.
- Des programmes de reboisement sont mis en route par la JRS<sup>6</sup>, mais la zone a subi des dommages environnementaux importants.
- Les ONG médicales ont de plus en plus de mal à travailler dans cette zone, donc les postes de santé des camps ne sont pas réutilisables dans l'immédiat.

### L'impacte environnemental autour de Guéckédou

---



Inévitablement, l'arrivée et la présence d'un nombre considérable de réfugiés, transitant dans les différents camps depuis 1990-91, a mis à rude épreuve le milieu naturel du pays d'accueil. Le déboisement, l'érosion du sol, la contamination et l'épuisement des sources d'eau ont été fortement accélérés par la présence des réfugiés qui à leur tour subissent les effets de la dégradation de l'environnement. A la différence des camps de Dabola, les camps qui se trouvaient dans cette zone et les nouveaux camps d'Albadaria sont situés dans une zone écologiquement moins fragile, parce que moins aride et désertique, mais tout aussi affectée par la détérioration de ses ressources (disparition du tissu végétale, abattement des arbres pour construire des abris, coupés pour faire du bois à brûler et du charbon de bois). L'un des exemples plus évidents est la pratique courante d'extraction du vin de palme, faite par une incision dans le tronc du palmier, qui cause la mort de l'arbre : cette exploitation, perpétrée en majorité par les réfugiés revendant le produit, est durement contestée par les autochtones, qui se voient privés d'une de leurs produit-ressource plus stable, l'huile de palme. Plusieurs programmes de reboisement dans la zone sont planifiés ou en cours (CECI, GTZ, EDAC..), s'efforçant de réduire au maximum l'impact durable de l'installation des camps et de remettre en état des sites comme Katkama et Niaydou. L'OCPH (le père Arnel) s'occupe du démantèlement des camps dans la languette. L'un des problèmes qui s'est souvent vérifié, surtout dans l'urgence d'un afflux massif, a été la sur-estimation du nombre de réfugiés prévus dans les camps (certains craignent que les chiffres aient été gonflés pour obtenir plus de financement, d'autres disent que des estimations a priori sont toujours aléatoires) : ceci a engendré la préparation de surfaces beaucoup plus grandes que celles nécessaires, l'ouverture de routes de contournement, le défrichage non justifié de certaines zones. Une autre limite des programmes d'aide est que trop peu d'entre eux visent à fournir des combustibles de substitution : des programmes de foyers améliorés sont encouragés, mais aucun programme pilote ne semble être proposé pour réduire de la consommation de bois, en utilisant la tourbe, la balle de riz, le biogaz, les résidus des récoltes, l'énergie solaire.

---

<sup>6</sup> Jesuit Refugee Service

La coupe de bois pour les abris des camps atteint un chiffre vertigineux , si l'on pense que l'on prévoit des fournitures de 24 chevrons (lattes de bois de 3-4 mètres) dans le kit de distribution pour un seul abris ; le sable et le gravier ont aussi été extraits dans les zones entourant les camps. Il est évident que le Gouvernement, rien que par l'imposition d'une taxe sur la coupe du bois, s'enrichit de d'un marché économiquement rentable, mais au dépit d'une gestion des ressources viable sur le long terme. Il serait intéressant d'avoir une vision exacte de l'ampleur de cet impact sur l'environnement, mais les seules cartes disponibles sont des vues aériennes de Guéckédou, qui remontent à avant les événements de 2000, utiles dans la mesure où elles permettent de lire clairement la trame urbaine. Il manque actuellement des analyses cartographiques sur les anciens emplacements des camps autour de la ville, essentielles pour en prévoir un ré-développement (voir § 6.2., recommandations).

## La destruction de Guéckédou

---

La ville a été fortement touchée par le conflit qui a commencé en Décembre 2000, et est restée assiégée jusqu'à la fin de Mars 2001, quand les rebelles ont été rechassés par l'armée Guinéenne. Les signes des balles sont évidents sur les façades ; les traces d'obus et les maisons incendiées sont nombreuses. Certains bâtiments, dont l'hôpital polyclinique et la préfecture, occupés par les rebelles, ont dû être bombardés par les forces aériennes guinéennes. Les archives de la préfecture ont été réduites en cendres : elles recueillaient tous les documents administratifs de la ville, et certains dataient de 1901.

L'une des priorités de la préfecture est de la reconstituer, au moins en grande partie, à partir de copies conservées à Conakry et à Bamako . Personne, à l'heure actuelle, ne dispose de titres de propriété, et la majorité de ceux qui se sont enfuis dans la nuit de l'attaque sur Guéckédou n'ont apporté aucun document avec eux. On commence lentement à penser à la reconstruction : les autorités de la ville affirment que le 90% des autochtones sont rentrés en ville (sur la communauté urbaine de G) mais pas autant dans les quartiers autour de la ville .

Les entretiens que j'ai eu avec les habitants font émerger une vérité : ceux qui commerçaient à G., mais provenaient d'autres régions, sont les plus favorables au retour et recommencent à fréquenter la ville, tandis que les anciens cadres des administrations sont très réticents à rentrer, car la réinstallation des administrations est loin d'être prête et la majorité se retrouve sans emploi.

Par une enquête rapide dans les quartiers plus sinistrés, il apparaît clair que ce retour n'atteint pas la quasi-totalité de la population, dont les autorités parlent : beaucoup ont tout perdu et n'ont aucun moyen pour reconstruire. La peur est encore présente dans les esprits. Une partie des habitants s'est réfugiée dans la brousse, en rejoignant la famille quelque part, mais hésite à revenir en ville: PLAN International Guinée a fait un sondage auprès des familles les plus sinistrées et a versé une somme en espèce de 500 000 FRG à toutes les familles qui avaient entièrement perdu leur abri, pour faciliter la réinsertion en ville et un début de reconstruction. Cependant les besoins étaient tellement vastes que beaucoup de familles se sont partagées cette somme pour répondre à des besoins immédiats. La JRS, mission catholique, a fait un recensement sur 4000 bâtiments. Elle a monté un programme d'appui à la reconstruction en fournissant uniquement la toiture aux logements dont la structure était intacte, ou dont les bénéficiaires ont déjà remis à niveau certaines parties de leur propre initiative.

Les projets dont s'occupent les ONG humanitaires sont jusqu'à présent :

- Première Urgence : Hôpital Polyclinique et deux centres de santé ( Tékoulo et Sokoro). L'Union Européenne n'a toujours pas versé les fonds, situation de stand-by.
- CICR : assainissement (30 fontaines construites), amélioration du réseau d'adduction d'eau.
- MDM : rénovation du bloc de la maternité de l'Hôpital central. Terminé et en fonction.
- PNUD : une enquête de diagnostic est en cours.
- Eglise Luthérienne : fourniture de tôle ondulée
- HCR : installation du réseau électrique et de groupes électrogènes
- FAO et PAG (Programme Agricole Guinéen) opèrent en zone rurale
- PAM et OCPH : reboisement des zones suburbaines
- UNICEF : matériel hospitalier et groupes électrogènes
- PLAN : réalisation de 4 bâtiments scolaires : 1 lycée R+2, 2 collèges R+1, une école primaire. Seront tous inaugurés ce mois. Semblent bien construits. Ce projet était planifié bien avant les attaques, en partenariat avec la banque Mondiale. Coût de 1 école : 150 millions FrG
- PNUD : pondeuse de briques stabilisées

- UE : réhabilitation du marché central de la ville. En fonction.

Les projets des ONG s'orientent vers des équipements collectifs et visent à relancer la ville, tandis que les autorités de la sous-préfecture se sont orientées vers d'autres priorités : la construction ex novo de certains axes routiers et l'élargissement de la voirie. Ce choix, concerté avec les autorités du Gouvernement central, semble répondre plus aux stratégies militaires – pour renforcer les réponses de l'armée en cas d'attaque sur le front libérien – qu'à des choix d'aménagement de la ville proprement dit. Il est vrai que la trame urbaine repose sur une infrastructure routière très faible, que la congestion et l'enclavement des quartiers sont indéniables, mais je crains que l'opportunité de la reconstruction a été prise pour percer les nouveaux axes et en élargir brutalement d'autres : au lieu d'exproprier et d'indemniser les occupants des maisons, les bâtiments ont été tranchés en deux, en laissant un peu partout des morceaux de toitures s'effondrant d'un moment à l'autre, des logements amputés. Aucune indemnité a été jusqu'à présent versée aux habitants, sous prétexte qu'ils occupaient abusivement la voie publique : ceci peut être exact, mais cette opération ne fait qu'ajouter des sans abris à une population déjà traumatisée. « C'est une opération qui vise à libérer les poteaux électriques et téléphoniques qui se trouvent maintenant dans les maisons privées » affirme, lors de l'entretien, le directeur de l'Habitat. Le réseau de l'eau et l'assainissement qui seront mis en place avec la voirie semblent en ce moment avoir perturbé le fonctionnement habituel, par le déplacement des canalisations.

La question de l'amélioration des infrastructures routières reste donc ouverte à des hypothèses, pendant que la Direction de l'Urbanisation et de l'Habitat à Conakry souligne avoir pris des mesures pour reloger les habitants concernés par ces opérations<sup>7</sup> : une opération aussi brutale, sans mesures d'accompagnement ni de soutien, risque-t-elle pas d'être contre-productive ? Le Ministère de l'Habitat sera-t-il capable d'injecter des fonds dans la reconstruction et accélérer le retour des populations avec la même énergie avec laquelle elle est en train d'opérer sur les infrastructures ? ou attend-il que les ONG se substituent aux engagements que le gouvernement et le pouvoir décentralisés devraient prendre ensemble ?

La reconstruction démarre avec difficulté. L'impact économique dévastateur se ressent dans la commercialisation et l'approvisionnement en matériaux de construction : les fournisseurs, qui ont perdu leurs magasins de stockage en ville suite aux attaques, n'ont aucune envie de risquer à nouveau leur matériel, tant que la tension persiste. Par ailleurs, ils font pression sur les petites entreprises, qui se chargeaient des stocks, pour qu'elles remboursent leur dette : mais ces entreprises sont à leur tour affaiblies et la « grande » reconstruction se fait attendre, tandis que la petite reconstruction de maisons individuelles nécessite de matériaux immédiatement disponibles. C'est un cercle vicieux.

Certaines ONG, comme Plan Guinée, lancent des programmes de reconstruction dans lesquels domine l'approche communautaire et la participation des bénéficiaires. Parmi les constructions que j'ai visité figurent les écoles : la sensibilisation passe à travers le chef de quartier et par un comité de gestion, composé de deux hommes et deux femmes du quartier. Le choix de l'entreprise et la fourniture de certains matériaux de construction est confiée à la communauté et l'accompagnement technique de la maîtrise d'œuvre est garanti par Plan, qui se charge en aval des capacités techniques de l'entreprise, choisie pour la réalisation, et de l'appui au montage. (Imposition de participation, sur les matériaux ou la main d'œuvre : entre 5% et 20%).

La relation entre les autorités concentrées sur le dossier de l'habitat (et leurs services administratifs) et les ONG qui veulent s'investir dans la reconstruction est coordonnée par un cadre du service, qui accompagne les ONG dans leurs démarches auprès des autorités, et se charge en partie de l'identification des besoins. Certaines ONG cependant ne se sont jamais présentées au service technique, qui montre maintenant une certaine perplexité/réticence vis à vis des opérations lancées par ces ONG (« ils nous ont fait de grandes promesses, ... deux ans après elles ne sont pas encore entreprises... »). Les opérations de reconstruction qui concernent le secteur privé ont choisi une démarche différente : l'ONG même identifie les bénéficiaires plus vulnérables, pour éviter toute attribution « dirigée » ou non transparente, puis la commune intervient dans la sensibilisation et la diffusion du programme auprès des bénéficiaires pour la reconstruction.

---

<sup>7</sup> Entretien avec A.M.Touré, Ingénieur Civil du Ministère de l'Urbanisme et Habitat à Conakry. Une délégation ministérielle va bientôt se rendre à Guéckédou pour faire un bilan des opérations.

Pour l'instant la plupart des familles revenues attendent de pouvoir reconstruire leur maison, et se logent provisoirement chez les voisins, même si, dans les quartiers les plus touchés, on voit très peu de maisons encore intactes. Les constructions en banco ( adobe) sont celles qui ont mieux résisté aux tirs d'obus et aux balles, tandis que celles en ciment sont les plus endommagées. La tôle coûte extrêmement chère : les feuilles qui mesurent 2mX 0.80m coûtent entre 6200 et 8300 FrG , ce qui signifie que rarement les familles ont les moyens pour se lancer dans l'auto construction. Les lieux de culte par contre semblent plutôt bien préservés : la grande mosquée domine la ville, et plusieurs petites mosquées de quartier sont en fonction , l'église catholique centrale est en reconstruction et est presque achevée . Il semblerait que les attaques sur la ville ont épargné les symboles religieux, d'habitude détruits car ils sont l'emblème d'une culture en guerre avec une autre. En revanche, parmi les bâtiments très endommagés figurent la maison de la jeunesse (grande surface, toiture perforée et tirs d'obus sur les cotés), et la gendarmerie qui a été entièrement rasée.

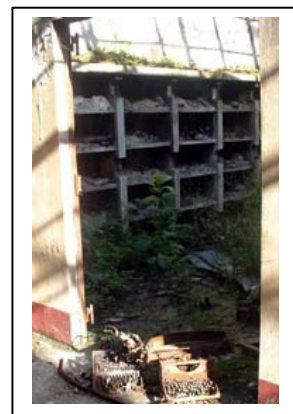
La JRC a réalisé les toitures de 43 maisons en milieu urbain choisies parmi les 4000 recensées, et ce n'est qu'un début... La population urbaine de Guékédou comptait environ 80 000 habitants (le dernier recensement de population date du 1996, comprenant les 21 quartiers de la ville), mais la préfecture en comptait 611 753, dont plus de 400 000 étaient réfugiés. Ce chiffre a baissé sensiblement. La ville a subi l'abandon, en quelque mois, de la majorité de ses habitants et de la totalité des ONG présentes : les conséquences se mesurent maintenant surtout au niveau des infrastructures et dans le cadre du bâti .



Impact environnemental



Destruction des maisons (nouvel axe de routier)



Préfecture : bâtiment et archives

L'eau des puits est contaminée par le manque d'usage, le réseau d'assainissement est quasi inexistant et les maisons s'écroulent. La stratégie de la municipalité est de concentrer l'élargissement vers le nord, le plus loin possible de la frontière libérienne. Une grande zone de 14 ha, en dehors du centre ville, a été destinée par le Ministère à une «zone d'échange internationale », pour y relancer les activités commerciales.

Des tirs et des détonation venant de l'autre côté de la frontière s'entendent encore pendant la nuit, même si l'armée guinéenne a repoussé les rebelles bien au delà de la démarcation de la frontière, en créant ainsi un sorte de zone tampon. Depuis la fermeture de la frontière, les dynamiques de

population sont devenues extrêmement complexes, du moment que le brassage ethnique et les liens de parenté sont fort communs, entre les libériens comme entre Sierra Léonais.

Aucune ONG n'autorise ses employés à passer la nuit à Guéckédou, pour des raisons de sécurité, mais plusieurs d'entre elles semblent regretter le déplacement vers Kissidougou, surtout si elles continuent à opérer dans la région.

"La ville de Guéckédou, grand centre commercial retrouve petit à petit sa population et son animation. Mais la réhabilitation des infrastructures publiques reste largement insuffisante pour servir la population. MSF reste quasiment le seul acteur international resté sur place après les attaques. ...En faite peu de choses ont changé dans la ville de Guéckédou depuis les attaques. "Un champ de bataille" est probablement la meilleure description qu'on pourrait faire de la ville. La réhabilitation se fait attendre, les travaux de voirie se trouvent toujours dans une phase de préparation... »<sup>8</sup>



Nouveau marché de Guéckédou (UE)



Reconstruction de la maternité de l'hôpital (MDM)

---

<sup>8</sup> Dr.Ian van Engelgem, de MSF Belgique, donne son impression de la ville sur le journal "Tabala" (Septembre 2002):

**CONSTAT TECHNIQUE DES LOCALITES SINISTREES SUITE  
AUX INCURSIONS ET ATTAQUES REBELLES  
GUECKEDOU**

**Tableau récapitulatif de la situation des bâtiments par nature du sinistre et nombre**

<b>DESIGNATION DES LIEUX</b>	<b>CASSES</b>	<b>BRULES</b>	<b>DECOIFFES</b>	<b>PERFORES</b>	<b>NOMBRE DE TOLES PERFORES</b>
Commune urbaine	209	1236	368	820	11973
Grands marchés	-	-	-	-	1830
Sous-Préfecture de Tekoulo	65	249	18	203	2045
Sous-Préfecture de Nongoa	6	81	69	399	2950
Sous-Préfecture de Kassadou	2	684	18	116	1473
Sous-Préfecture de Bolodou	20	23	9	118	1331
Sous-Préfecture de Guendembou	4	14	8	83	678
<b>TOTAL</b>	<b>306</b>	<b>2287</b>	<b>490</b>	<b>1739</b>	<b>22270</b>

**Situation des bâtiments sinistres : surfaces bâties en M2**

<b>DESIGNATION DES LIEUX</b>	<b>CASSES</b>	<b>BRULES</b>	<b>DECOIFFES</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
Commune urbaine	15803	88605	28441	
Grands marchés				960 m2
Sous-Préfecture de Tekoulo	1980	7968	340	
Sous-Préfecture de Nongoa	310	2133	2279	
Sous-Préfecture de Kassadou	407	7152	1648	
Sous-Préfecture de Bolodou	141	283	192	
Sous-Préfecture de Guendembou	203	723	384	
<b>TOTAL</b>	<b>19389</b>	<b>101075</b>	<b>33055</b>	<b>960</b>

Source : Direction préfectorale de l'Urbanisme - Habitat, Guéckédou, 5 octobre 2001

**Objet : Etat des lieux de la ville de Kissidougou**

<b>Date de l'interview</b>	Vendredi 11 Octobre 2002
<b>Lieu</b>	Direction de l'Habitat de Kissidougou Préfecture de Kissidougou
<b>Entrevue effectuée par</b>	Sandra D'URZO
<b>Personnes interviewées</b>	Mr. Sangaré, Directeur du secteur de l' Habitat Mr. Oumar Barry, Préfet de Kissidougou
<b>Population urbaine de Kissidougou</b>	86 439 personnes H= 43 020 F= 43 419
<b>Nombre de réfugiés/déplacés</b>	7 109 personnes
<b>Origine des réfugiés</b>	Sierra Léone, Libériens (minorité)

**Conditions de la ville**

---

Toute la ville s'articule autour d'un seul axe central, le reste du réseau routier étant presque inexistant. L'ensemble des activités s'y déroule : le marché et tous les bâtiments publics sont reliés entre eux par cette route, les commerces en tous genres pullulent et congestionnent le trafic urbain. Aucune voie secondaire n'est praticable. On peut dire que la ville est en soi un gros carrefour entre les différentes directions de la région (Guékédou, Macenta, Kankan), sans avoir développé de caractéristiques propres. La ville compte 11 quartiers et 11 sous-préfectures dans la région. L'extension de la ville est visible notamment vers les sorties en direction de Faranah et de Kankan, car les revenus du commerce de diamants sont investis dans les constructions privées, presque les seules immeubles à deux étages en ville. Le reste du cadre bâti est plutôt humble, et alterne entre des maisons en dur et des cases en terre crue. Nombreux sont les artisans qui travaillent le bois, soit pour la production de meubles, soit pour fournir du bois de construction (notamment les chevrons utilisés dans les camps) ; les magasins de stockage de matériaux de construction (blocs de ciment, finitions...) se trouvent dans le noyau central de la ville.

Situation des lotissements : Kissidougou est l'une des villes où il y a le plus de lotissements. En effet, à part les zones habitées loties ou restructurées par le cadastre, toute la périphérie de la ville a été morcelée et attribuée. Le nombre de demandes de terrain par an est en croissance, ce qui justifie ces opérations. Il semble qu'une demande vienne non pas de la part des réfugiés installés en ville, mais plutôt des propriétaires, ayant quitté les zones touchées par les attaques et la ville de Guékédou, souhaitant maintenant investir dans une zone plus sécurisée. Ces nouveaux lotissements, qu'on trouve jusqu'en pleine brousse, ont des parcelles dont les surfaces varient entre 625 et 900m<sup>2</sup>. La surface réservée aux équipements est insignifiante. Quant à la possibilité d'équipement en eau et électricité de la plupart des zones d'expansion, elle est presque nulle à moyen terme.

Equipements publics : on constate une grande carence de structures publiques et équipements collectifs au service de la population : certaines écoles et centres de formation ont été réalisés avec des financements conjoints (Ministère-Unicef, Plan Guinée), un nouveau centre d'Autoconstruction féminine (CAF, co-financement de la Banque Mondiale) est presque achevé, mais très peu d'autres chantiers voient la participation de financements de l'Etat. Un centre Nutritionnel Thérapeutique a été construit l'année dernière par la GTZ (ACF y réalise des programmes nutritionnels), dans l'enceinte de l'Hôpital de Kissidougou. Un centre d'activités de la Jeunesse, en mauvais état, héberge de temps en temps des événements.

Les ONG : les sièges et les maisons occupées par les ONG se situent à une distance de moins d'un kilomètre l'un de l'autre, et se distinguent comme étant les bâtiments les mieux construits, bien avant la migration des humanitaires à Kissidougou. En effet, il semble qu'elles ont été réalisées par les riches propriétaires terriens et par les commerçants de diamants investissant leurs revenus dans l'immobilier.

## Population urbaine

---

Le chiffre donné par la commune sur le nombre de réfugiés en ville dépasse les 10% de la population urbaine : il se réfère notamment à des réfugiés « de longue date », installés en ville depuis le début des années 90. Il est difficile de savoir comment les nouveaux réfugiés, arrivés après 2000 en provenance des camps de la Languette, se sont installés en ville. Une stratégie des ONG, visant à l'insertion professionnelle des réfugiés, est celle d'employer systématiquement des non-guinéens pour leurs services (logistique, chauffeurs, gardiens, cuisiniers..) : l'un des problèmes causés par le déplacement des ONG de la région Guéckédou/ Macenta vers Kissidougou a été celui de l'éparpillement familial, car les pères de famille (des autochtones travaillant pour les ONG dans ces zones) ont préféré suivre leurs employeurs en laissant leur famille dans les villes ou villages derrière eux. Nombreux semblent être actuellement les mariages mixtes entre population locale et réfugiés.

## Relation entre les autorités et les ONG

---

Le centre urbain de Kissidougou compte à ce jour une trentaine d'ONG (en majorité internationales) et le HCR, implantés en ville depuis l'année 2000. Ceci a effectivement causé un impact économique et social visible, notamment dans la hausse des prix, dans une ville que avait déjà un coût de vie plus élevé que Guéckédou. La présence internationales n'a fait qu'augmenter ce phénomène, mais apporte aussi un pouvoir d'achat non négligeable d'une partie de la population. Certes, le milieu des ONG ne passe pas inaperçu : leurs moyens logistiques sont en contraste avec la réalité locale, leur niveau de vie dépasse largement la moyenne et l'intégration dans la ville semble plutôt faible. Les estampilles « WFP », « ECHO », « UNHCR » et les drapeaux respectifs des pays ou organismes donateurs parsèment ainsi le paysage habité. Les échanges sont forcément réduits car, pour la quasi-totalité des ONG, l'approvisionnement de matériaux et fournitures domestiques se fait à Conakry (ou outremer, par les sièges des associations), et les besoins journaliers (nourriture, autres services) sont garantis par le staff local employé.

Note : pendant les deux semaines de mon séjour, j'ai souvent parcouru la route centrale de Kissi à pied, mais à aucun moment ai rencontré des expatriés marchant en ville et très rarement dans des lieux centraux comme le marché. La voiture est perçue comme l'unique moyen de transport, ce qui limite la possibilité d'échange avec les locaux.

Une deuxième anecdote qui démontre ce manque d'interaction : à l'occasion de la fête nationale de l'Indépendance de la Guinée, le 2 Octobre, le Préfet a invité toutes les ONG, s'adressant directement à leurs responsables de terrain, à participer aux festivités dans la Maison de la Jeunesse. Sur les trente ONG internationales une seule a répondu à cette invitation, dans une soirée organisée en compagnie de cinq cent locaux.<sup>9</sup>

Mais il est vrai que, depuis leur installation, nombre d'ONG assistent les populations locales afin de réduire les effets négatifs causés par la disproportion entre l'aide élargi aux deux communautés. Les activités sont menées dans 5 domaines : la construction, la sanitation, l'agriculture, l'environnement et les services sociaux.

L'appui aux populations locales et citoyens de Kissidougou, en particulier dans le domaine de la construction, passe par des canaux différents :

- l'emploi direct de locaux dans la main d'œuvre pour la fabrication d'outils, ou de fournitures de matériaux de construction (voir § kit de construction) ou pour la construction de latrines et de puits dans les villages.
- le recours à de petites et moyennes entreprises pour l'appui au montage des camps (ouverture de routes avec la GTZ/HCR, installation de drainages, construction d'abris et d'équipements). Les équipes d'appui à la construction (maçons, charpentiers, artisans) sont souvent mixtes, de réfugiés et de locaux.
- Pendant la période d'installation du camp certaines ONG (GTZ en particulier) ont imposé des mécanismes de participation directe à population, se concrétisant par l'obligation aux entreprises engagées d'acheter les matériaux de construction facilement repérables (sable, gravier, paille) directement aux villageois, qui cumulaient les produits le long de la route entre

---

<sup>9</sup> ACF, par son représentant Stéphane Sourdin, chef de base ACF

Kissi et les camps. Cette contrainte a empêché que les entreprises mêmes gonflent leurs prix, et a créé des revenus surtout aux femmes, qui se sont mobilisées individuellement ou par groupes pour cette opération.

- En général de nombreux programmes impliquant les autochtones se basent sur le « food for work »

## Demande de la ville

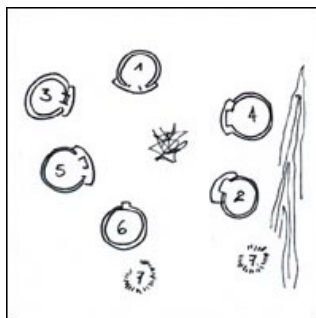
---

Le Préfet en fonction depuis quelques semaines seulement, envisage parmi les priorités de son programme de s'adresser plus aux ONG, pour encourager leur appui financier aux projets concernant la ville. Ceci dit il paraît peu probable que des ONG «secouristes», impliquées en majorité dans l'assistance aux réfugiés, puissent s'investir dans des programmes de développement urbain. Il est par contre souhaitable de favoriser des actions conjointes entre bailleurs internationaux et pouvoir décentralisé sur des thématiques d'une ville qui aurait besoin de tout : pour l'instant des ONG locales ont fait des relevés topographiques et des plans parcellaires pour accompagner l'équipe de l'habitat sur les choix stratégiques à faire.

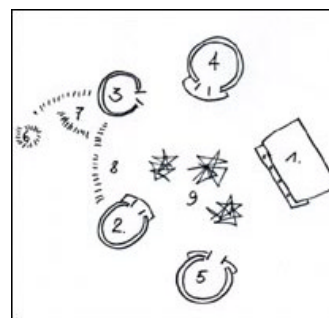
Les orientations du Schéma Directeur : cet outil de planification de la ville a été élaboré par la DATU (Direction d'Aménagement du Territoire et Urbanisme) en 1991 et validé en 1997, avant l'installation des ONG. Les orientations, en jugeant la documentation que j'ai pu consulter, sont très faibles et manquent d'une vraie connaissance du territoire (recensements récents sur la structure de la population, cartographies des phases de croissance urbaine..) et d'une capacité de prévision. L'habitat est divisé en zones (villageois, centre ville, habitat peu ou moyennement dense à restructurer, zones d'extension à long terme). Très peu de projets ou appels d'offre ont été lancés dans les dernières années, concernant les équipements collectifs (zones de loisir et sportives, commerciales et éducatives) ; il n'existe aucune zone industrielle (pourtant prévue par le SD). Le manque de fonds paraît évident.

## Exemples de structure villageoise dans la ville de Kissidougou

---



1. Père
2. Mère
3. Premier Fils
4. Femme du Premier fils
5. Deuxième fils
6. Femme du deuxième fils
7. Latrine



1. Chef de famille
2. Mère
3. Premier fils et sa femme
4. deuxième fils célibataire
5. Cuisine
6. Latrines
7. Douche
8. jardin de légumes
9. Manguiers

## 3.2. Les camps

---



- **Albadaria : Boreah, Kuntaya , Telikoro**

Les visites des camps de Boréah, Kuntaya et Télioro ont été réalisées avec le service technique du HCR. Les entretiens avec les réfugiés ont été facilités par l'accompagnement de deux membres de EUPD, partenaire de l'étude , et de différents membres du Comité du Camp.

---

Le deuxième trimestre 2001 a permis de terminer l'évacuation des réfugiés de la région de Guékédou et de les installer dans les nouveaux camps à Albadaria et Dabola. Parallèlement, des opérations de relocalisation et de rapatriement assisté ont débuté sur d'autres régions. Le problème du choix des sites a engagé le HCR et d'autres ONG d'aide humanitaire sur des négociations pressantes avec le Gouvernement. Au début, le nombre de réfugiés qui se serait reversé entre Albadaria et Dabola n'était pas clair: les chiffres estimés au début parlaient de 140 000 réfugiés, dispersés sur huit nouveaux camps d'une capacité maximale de 20 000 personnes, mais ce chiffre n'a jamais été atteint. Seulement quatre camps ont été créés, non sans de grosses difficultés logistiques et organisationnelles : l'implantation du camp s'est révélé un choix difficile pour le service technique du HCR qui, avec la GTZ, étaient mandatés pour l'ouverture des routes dans une végétation très riche et pour aménager les fortes pentes du terrain.

Les camps ont été aménagés sur trois zones d'implantation, péri métrées par le fleuve Wara Wara.

Après l'installation des réfugiés dans des tentes collectives (capacité de 50 personnes), les ONG se sont mobilisées sur des programmes de construction<sup>10</sup> tandis que GTZ/HCR se sont concentrés sur la réalisation des abris individuels pour les populations vulnérables et sur l'appui à la construction pour tous les autres. Ceci comprend l'attribution de la parcelle, la distribution du kit d'outillage et l'assistance même.

De plus, environ 5 centres de santé, 3 centres communautaires pour des femmes, plusieurs plate formes pour les hangars de vivres ( WFP, FAO) ont été construits dans les premiers mois du démarrage des camps. Un centre d'ateliers pour les personnes handicapées est en construction à Boréah, le seul depuis que HI est parti, sous direction de HCR. Des activités pour les femmes et les enfants sont réalisées dans des structures de Enfants réfugiés du Monde et ARC.

- **Difficultés de gestion :**

Les différentes ONG se partagent les tâches sur le même camps ou bien ont leur propre rôle dans des camps différents. Des réunions de coordination hebdomadaires se font chaque vendredi avec le HCR et la plupart des ONG, et il semble qu'elles aient résolu les problèmes initiaux sur l'engagement de

---

<sup>10</sup> principalement il s'agit de la GTZ, mandatée par le HCR, la GTZ-BMZ, ACF ou MSF pour les réseaux d'eau et d'assainissement, ARC pour la construction d'écoles, ARC et ERM pour les activités de formation et liées à l'enfance

chacun (mais il faut dire que, dans la mesure où les bailleurs sont peu nombreux, des rivalités entre ONG sont facilement imaginables, et les « parts du gâteau de 2003 » sont distribuées ces jours-ci....).

Parmi les problèmes majeurs :

- manque de coordination entre les activités de construction des ONG et parfois rôle peu clair par rapport aux engagements pris avec le HCR (les uns accusent le HCR d'être passif et bureaucratique, les autres disent que certaines ONG n'assurent pas leurs engagements).
- conflit permanent entre les services techniques de la GTZ et celui du HCR : on est loin d'une relation entre une maîtrise d'ouvrage (HCR) et une maîtrise d'œuvre (GTZ). Les projets aboutissent avec difficulté ou avec beaucoup de retard, à cause de visions conflictuelles.
- Incompréhensions et manque de vision stratégique globale entre les différents services du HCR. Le service technique tend à résoudre certains problèmes dans l'urgence tandis que le secteur social privilégie la démarche participative (par exemple : le service technique propose de construire les abris directement pour les bénéficiaires, si l'afflux est important et que la logistique est très contraignante, tandis que d'autres les feraient construire à tous prix par les réfugiés eux-mêmes).

**NB. Le HCR se divise en trois secteurs d'activité, qui n'ont pas forcément les mêmes objectifs :**

- L'aménagement des camps et l'installation « stable » des réfugiés. Ces programmes ont une forte démarche participative, dans l'esprit de faire évoluer les camps dans l'urgence et avec une condition d'intégration durable.
- La sécurité et la protection des réfugiés.
- Le rapatriement (volontaire) des réfugiés.

**Comment une stratégie d'intégration « durable » peut se concilier avec les rapatriements qui sont en cours ? Comment un réfugié peut être motivé pour construire sa propre maison si trois mois après on parle déjà de le rapatrier ?**

La sécurité dans les camps mêmes est confiée au BCR (Bureau de coordination des réfugiés), une sorte de service de garde de l'Etat Guinéen., en coordination avec le HCR. Apparemment les tensions ethniques dans les camps sont très faibles (les camps d'Albadariah sont en majorité peuplés par des Sierra LéoneL, les camps de la région de Nzéré sont eux peuplés par des Libériens). Des mécanismes de « petit pouvoir » se mettent en place entre réfugiés, et des comités de représentants des réfugiés se créent. Les élections se dérouleront bientôt, avec un chairman qui fera respecter les demandes des réfugiés se trouvant entre le ONG et le HCR. IRC affirme qu'ils ont une très bonne coordination avec eux, et qu'il est impératif de faire approuver chaque projet par le Comité, car en cas contraire le risque d'insuccès est très fort. Beaucoup de stratégies sont adoptées par les ONGs pour responsabiliser les réfugiés, diminuer l'assistance continue (mais les « réfugiés professionnels » ne sont pas rares...).

En général toutes les ONG soulignent que la participation aux projets est plutôt difficile (plus les camps sont « structurés » plus difficile est de convaincre les bénéficiaires de s'investir dans les programmes de construction). Dans le camp de transit de Tékoulo, le plus démunis, les réfugiés acceptent encore facilement de travailler, même gratuitement.

#### ▪ Les abris

Les abris sont assez semblables entre les camps, construits en banco, avec une toiture qui repose sur une ossature de bois en de paille, couverte avec une ou deux bâches en plastique (certains ont revendu une des deux bâches du kit fourni par le HCR, mais la saison des pluies cause maintenant des infiltrations d'eau et réduit la résistance de la terre dont sont fait les briques). La terre utilisée est en effet bonne uniquement en profondeur, celle de surface se délave facilement en faisant tomber la structure entière. Cela ne s'est pas seulement passé avec des abris, mais aussi avec certaines structures communautaires réalisées avec des mauvaises techniques : le centre du BCR (Bureau de Coordination des réfugiés) réalisé par le HCR avec l'appui technique de GTZ est toujours en construction, après l'endommagement de ses murs qui se sont révélé trop instables.

Les abris sont alignés sur des parcelles de 5 X 10 mètres, avec une ligne sanitaire qui s'intercale entre chaque bande de logement, et forment ainsi une « commune » de 24 abris. (Voir le schéma). Cette solution a pourtant été modifiée dans les nouveaux camps construits dans la région de Nzérékoré, les distances entre les réseaux d'assainissement et les logements étant insuffisante, la distance et la disposition des lots ont été modifiées.

En fonction de ses capacités financières, chaque famille aménage comme elle peut son logement : les plus démunis construisent une faible structure en canne de bambou en remplissant le reste avec de la boue, d'autres font des briques en terre crue dans des moules fournis par le HCR (la saison des pluies ralentit ce processus, car les briques ne séchent pas), et très rare sont les abris enduits extérieurement. L'humidité est normalement très forte à l'intérieur, car aucun aménagement est prévu au sol, et les briques des murs s'imprègnent d'eau.



Technique du banco



Technique mixte, terre, bois, plastique



Brique de terre réalisés avec des moules

#### ▪ **Habitat et relations sociales**

**Familles vulnérables.** Le terme « vulnérable » se réfère d'habitude aux femmes seules, aux handicapés, aux personnes âgées ou malades qui n'ont pas la capacité de construire eux mêmes leur abri. Ceci est vrai en principe, mais il s'avère qu' on tient aussi compte du niveau économique des réfugiés vulnérables, dans la mesure où ils peuvent se permettre de faire travailler un maçon pour les aider au montage du kit abri du HCR. Certaines personnes se sentent donc discriminées par rapport à d'autres familles, considérées moins aisées mais tout aussi vulnérables, et les tensions sociales se créent rapidement dans le secteur du camp. L'entraide n'est pas très présente chez les réfugiés habitant le même secteur, et les relations de « voisinage forcé » engendrent parfois de la frustration ou de la peur : la moyenne est de deux ou trois personnes vivant dans une pièce , mais il se peut, surtout parmi les populations vulnérables, que le nombre soit de cinq ou six, ce qui rend le partage d'un espace contraignant.

La proximité des espaces exaspère des tensions sociales latentes qui explosent ponctuellement : c'est le cas par exemple de femmes seules avec des enfants qui sont obligées de céder la deuxième chambre de l'abri à un inconnu, ou celui d'une jeune femme que j'ai interviewé vivant seule avec ces trois enfants, qui se fait systématiquement battre et menacer par ses voisins qui la considèrent comme une coco (sorcière en créole). Les déménagements à l'intérieur du camp sont plutôt rares, mais du moment que les rapatriés sierraléonais commencent à bouger (sur les trois camps de la région la moyenne serait de 500 abris à réhabiliter chaque semaine), il y aurait moyen de réutiliser des abris vacants pour de nouveaux arrivés, ou pour des raisons de sécurité incontournables comme dans ce dernier cas. Il serait important, à l' occasion d'un nombre important de rapatriements en vue dans les prochains mois, de faire un sondage pour améliorer les conditions de voisinage, et favoriser plus d'entraide, en fonction d' appartenance ethnique ou familiale (ceci permet peut-être de détendre ces conflits internes).

Presque tous les réfugiés souhaitent retourner chez eux. Mais le « chez eux » est souvent difficile à repérer, car des familles se sont mises en marche il y a des années, en passant de la condition de « internal displaced » à celle de réfugié d'un pays voisin après un long cheminement: avant d'arriver dans ce camp, certains sont passé par au moins deux ou trois autres camps de la région, chassés à

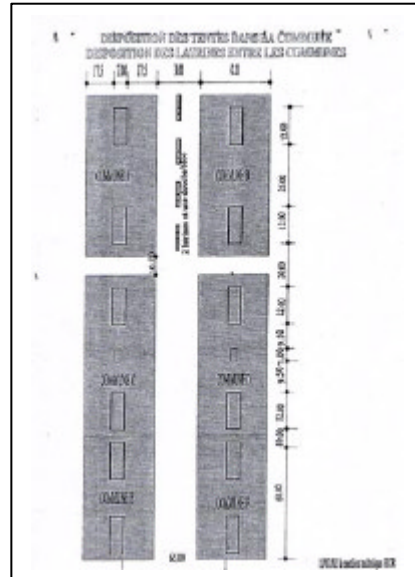
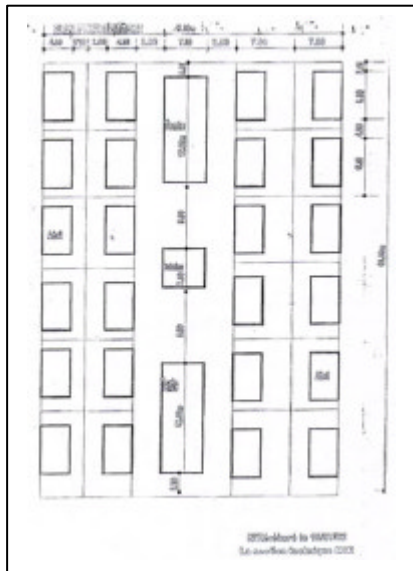
chaque incursion rebelle (camps de Katkama, le long de la route vers Guékédou, puis Massakoundou ou d'autres). La fatigue des déplacements s'ajoute à l'obligation de passer par des étapes intermédiaires, car le montage de ces camps ne s'est pas fait en quelques semaines .

▪ **Le processus de montage**

L'installation des réfugiés s'est faite de la façon suivante :

1. Une zone de réception est créée pour accueillir les réfugiés à peine transférés d'un autre camp.
2. Un camp de transit est monté dans l'urgence pour donner un abris au réfugiés (nombreuses tentes de 50 personnes). Ces zones sont stratégiquement placées à côté de puits creusés ou de forages que les ONG réalisent parallèlement. Elle sont presque toujours organisées par GTZ/HCR.
3. Les ménages familiaux, préalablement regroupés, sont envoyés sur une «commune» dans une des deux tentes (50 P.) montées au milieu de l'îlot de la commune.
4. Chaque famille reçoit une parcelle à bâtir et commence à construire son logement « définitif », avec l'appui technique de la GTZ (mandatée par le HCR). En principe la GTZ construit entièrement seule les abris des familles vulnérables.
5. La famille s'installe dans son abri définitif.

D'après GTZ/HCR le passage entre l'étape 2 et 3 cause des problèmes majeurs : certains réfugiés ont refusé d'être déplacés d'une tente commune à l'autre et voulaient à tout prix s'installer dans le logement définitif (ce qui du point de vue logistique était impossible, les logements n'étant pas encore prêts). La GTZ a été chargée de plusieurs tâches dans le camps, de l'ouverture des routes , de la planification, jusqu'à la construction des abris : les familles vulnérables, pour lesquelles la GTZ s'engageait à faire toute la construction, ont souvent du attendre des mois sous les tentes, car d'autres priorités étaient à l'ordre du jour. En général, les semaines d'attente se sont souvent prolongées à plusieurs mois dans des conditions étouffantes.



Plan type de commune des camps de Nzérékoré  
(voir détails des plans, en annexe)

Tout le bois vient de la ville de Kissidougou, où des ateliers le travaillent et des camions le transportent au camp. Le long de la route principale de la ville on voit des charpentiers au travail et des magasins de stockage. Il y a des raisons pour croire que les gros fabricants de bois se sont enrichis de ce commerce dans la région forestière, où les arbres de bois rouge sont encore nombreux.

Les troncs qui sont marqués par une croix blanche sont interdits d'abattage, et une importante opération de reboisement a été faite le long des routes intérieures du camp et entre les abris. Par contre le bois domestique est devenu le principal soucis des ong, des institutions et des réfugiés: les autorités de vigilance dans le camp ferment un œil sur la coupure des branches plus petites, d'autant plus qu'il n'y a pas de solution en vue pour des financement ou des alternatives viables, du moins jusqu'à ce jour. Cette impasse peut avoir des conséquence extrêmement graves sur l'environnement, que l'on voit déjà abîmé dans plusieurs points autours du camp. ( voir § Environnement autour de Guéckédou).

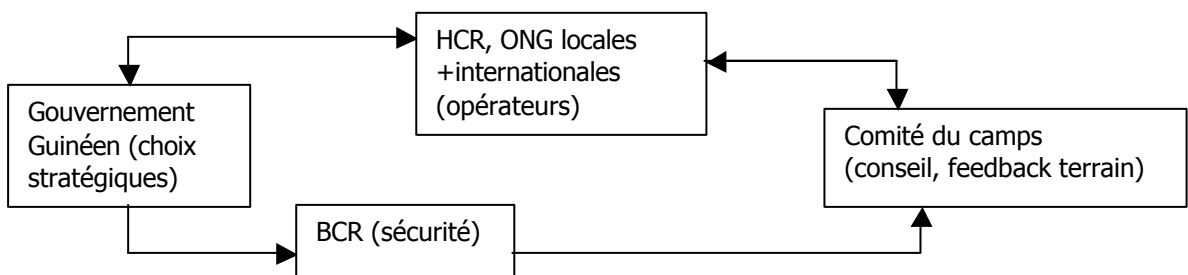


Distribution de kit d'outils

Dabola : difficultés d'implantation

Le camp de Sambakunya, situé non loin du village de Dabola, est l'un des camps considérés «en phase de stabilisation », même s' il présente encore actuellement des conditions climatiques jugées beaucoup plus dures que celles d' Albadaria. L'approvisionnement et l'adduction d'eau ont toujours été problématiques, car la gestion du réseau est confiée à une ONG locale, ODIC, peu transparente dans sa façon d'agir. On a envisagé, à un certain moment, de fermer le camp de Dabola, mais à l'heure actuelle on devrait par contre renforcer le transfert des réfugiés libériens sur cette zone. Certes, son l'emplacement, au centre du pays, très loin des frontières, et les tensions persistantes entre population autochtone et réfugiée ( surtout en 2000, lors de l'installation des camps), font de Dabola un emplacement mal accepté par les réfugiés. Comme à Albadaria, de nombreuses activité d'AHIMO (Activités à haute intensité de main d'œuvre) et AGR (activités génératrices de revenu) sont mis en place par les ONG. Beaucoup d'opérateurs internationaux sont présents (ARC, IRC, ACF, Concern...)

Les abris sont construit exactement de la même manière qu' à Albadaria, ce qui prouve que l'adaptation du type d'abri au climat (chaleur humide à Albadaria et chaleur sèche ici) n'est pas considérée comme une priorité. La construction d'un abri coûte environ 250\$, sans compter la main d'œuvre (qui est prise en charge par le HCR seulement pour les abris de la population vulnérable), et chaque commune regroupe 24 parcelles. Il faut compter environ trois semaines pour la réalisation d'un abri. Le BCR (Bureau de coordination des réfugiés) garantit la sécurité dans le camps.



Rôles des acteurs dans les camps

### **Camps de Nzérékoré :**

**Kouhankan :** ce camp va se fermer dans les semaines qui viennent. La décision a été prise par le gouvernement et le HCR. Certaines ONG, comme IRC, avaient réalisé de nombreuses infrastructures, dont des bâtiments d'écoles et des postes de santé, achevés il y a seulement quelques mois. Ce changement a en effet créé des problèmes vis-à-vis des bailleurs, qui ont en fait financé des constructions plus utilisables par les bénéficiaires, et aucune démarche a été prise sur leur future utilisation. Kouhankan est certainement le plus problématique des camps existants : les tentes communes sont toujours en place, dans des conditions sanitaires précaires, et très peu d'activités sont organisées à l'intérieur : les centres de formation fonctionnent peu ou mal, et il n'est pas rare de voir des bandes de jeunes, tatoués et portant des tenues de combat, qui vivent de trafics illégaux.

Dans toute la zone de Nzérékoré il a été très difficile de convaincre les locaux à accepter les réfugiés : la ville de Nzérékoré se plaint de l'augmentation de la prostitution et des crimes, pas seulement de la part des réfugiés, mais aussi des guinéens mêmes, confrontés à de nouvelles dynamiques.

**Lenné et Kola :** il s'agit de nouveaux camps en construction, ou récemment achevés dans la région. Les répercussions du flux massif de réfugiés libériens se sont ressenties surtout dans la zone de Nzérékoré, où le HCR a décidé d'installer dans l'urgence ces nouveaux camps, d'une capacité d'environ 6000 personnes.

Tous les abris du camp de Kola ont été réalisés par la GTZ, avec une modalité différente par rapport aux autres camps : selon la GTZ le manque de participation a engendré une hausse du coût d'un abri (quatre fois plus élevé que le coût d'un abri auto construit, avec seul l'appui technique de GTZ), le HCR affirme par contre que le coût du matériel de la GTZ, travaillant en petites équipes, a été moins élevé que la distribution du Kit d'outillage, donné dans les autres camps. La polémique reste ouverte, car il s'agit bien d'évaluer la réussite ou l'échec du montage d'un camp dans l'urgence.

**FICHE DE SUIVI REMISE  
KIT OUTILLAGE (GTZ)**

Site :

Total parcelle :

Zone :

N° Commune :

date :

N°	DESIGNATION	QUANTITE PREVUE	QUANTITE REMISE	RELIQUAT	OBSERVATIONS
1	Machette	02			
2	Houe	02			
3	Pioche	01			
4	Pelle	01			
5	Marteau	01			
6	Moule à brique	01			
7	Brouette	-			1 par commune
8	Scie à bois	01			
9	Chevrons	24			
10	Pointes 8	02			
11	Pointes 10	02			
12	Hache	01			
13	Bidon vide	01			
14	Lime				9 par commune
15	Fût 200 litres				7 par commune
16	Planches	4			

### ▪ Relation entre camps et villages

Dans un premier temps, suite à la décision de transférer les camps de la Languette dans la zone d'Albadaria en 2001, les communautés villageoises de Albadaria, Boréah, de Télioro et d'autres communes plus éloignées ont montré une grosse résistance vis à vis de l'installation des camps sur leur territoire. La même hostilité étant rejetée sur les ONG travaillant dans la zone, beaucoup de sensibilisation et d'opérations concrètes ont dû être réalisées avant de gagner le respect et la confiance des acteurs de la solidarité. Avant l'explosion du conflit sur la frontière du Sierra Leone cette zone de la Guinée Forestière était une région peu développée malgré son grand potentiel en ressources naturelles et agricole. Les propriétaires des terres cultivables dans les camps, par exemple, s'opposaient à les céder pour la construction du camp (toujours considéré comme étant « provisoire »), et c'est seulement après de nombreuses négociations avec les ONG travaillant dans l'agriculture et l'aménagement rural, qu'ils ont accepté. Maintenant que les réfugiés (les SL surtout semblent avoir un savoir-faire meilleur sur certaines techniques agricoles que les Guinéens) ont réalisé des bas-fonds sur les terres, et que la maintenance ne leur coûte rien, ils comprennent l'avantage que cela peut leur apporter. Presque toutes les terres autour du camp sont cultivées par les réfugiés. Des conditions pour l'implantation des camps avaient été données par la préfecture de Kissidougou au préalable, concernant les infrastructures publiques et socioculturelles, mais aussi la création du réseau routier qui relie les villages au camps. Parmi ces conditions : la réalisation d'infrastructures scolaires dans les villages voisins, la fermeture des camps par des barbelés (pas nécessaire, les camps sont à quelques km de distance, en toute « sécurité »), la création d'infrastructures d'accès aux villages voisins et au camps, aux puits d'eau ; le temps employé l'année passée pour arriver au camps d'Albadaria était de sept à huit heures, il est maintenant d'une heure et demie. Cette amélioration des infrastructures a notamment encouragé plus d'échange entre la ville de Kissi, les villages et les camps : des échanges commerciaux, des nouveaux emplois créés dans la ville, et l'implantation de nombreux réfugiés dans le centre urbain. La cohésion ethnique entre réfugiés et autochtones facilite leur intégration.

### ▪ Relation entre villages et ONG

Des réseaux d'eau et d'assainissement réalisés par les ONG dans les villages et des structures communautaires sont aujourd'hui en service. Les centres de santé des camps sont utilisables par les populations locales, ce qui leur permet des soins gratuits et parfois l'instruction scolaire dans une école beaucoup plus proche. En ce qui concerne la réalisation de bâtiments, l'un des opérateurs plus actifs et efficaces du secteur est sans doute la BMZ, directement financé par la coopération allemande, qui compte des réalisations telles que :

- Le centre de Santé de Madina (extension récente du camp de Kuntaya) – photo 1
- L'école de Télioro (réalisé par IRC, financement BMZ) – photo 2
- Le centre Culturel de Albadaria (village)
- Le marché de Yendé (village, sur la route vers Guékédou)
- De nombreux systèmes d'assainissement, latrines, etc..

Pour mieux comprendre la relation entre Albadaria village et les camps, voir § enquêtes de terrain, Albadaria.



1.



2.



3.

## **CAMP DE TRANSIT DE TEKOULO**

La visite de ce camp a été effectuée avec la logistique de MSF et l'accompagnement de Karifa Mamadouni de l'EUPD, pour mener les enquêtes auprès des réfugiés.

- **L'état des lieux :**

---

Lundi 1<sup>er</sup> Octobre , les troupes de Charles Taylor ont mené une offensive sur la ville de Kolahun, occupée par les forces rebelles du LURD, en chassant les rebelles et en mettant en marche un nombre important de la population libérienne de toute la région. Les gens de la ville se sont enfuis et ceux des villages les ont rejoint le long du parcours vers la frontière Guinéenne ; cependant, le LURD a aidé les réfugiés à s'échapper en ouvrant la frontière pour accélérer le transit et a autorisé un transfert gratuit. Les réfugiés se sont donc groupés à la frontière du côté libérien en attendant, entre lundi et mercredi. Durant la nuit de jeudi et pendant toute la journée de vendredi ils sont arrivés en masse dans le camp de Tekoulo : MSF s'est engagé dès la première heure à transférer les réfugiés de la zone d'arrivée vers le camp (à Gbombou ils sont recueillis par les forces de l'armée et dirigés au camp militaire de Owet kama), mais la majorité des réfugiés a marché durant 40 à 50 Km avant d'arriver au camp de transit de T. Jamais dans les derniers mois, on a vu autant de réfugiés arriver dans une seule journée : MSF en a compté 385 à la fin de la journée, le camp est maintenant utilisé par 463 réfugiés. Un millier de réfugiés était dans le camp de transit à la fin de la semaine (la capacité du camp étant de 500 personnes). La condition physique des nouveaux arrivés est plutôt bonne, à part l'état de fatigue générale, et les cas de malnutrition modérée ou sévère sont très limités : les référés sont transportés à l'hôpital de Guékédou par MSF vers la fin de la journée. Nombreuses sont les femmes seules avec enfants .

- **L'installation dans le camp de transit :**

---

MSF procède à l'identification des familles , en les divisant sur la base des ménages familiaux qui ne peuvent dépasser les trois ou quatre membres (la distribution alimentaire et l'installation dans les tentes sera plus simple, mais elle sert aussi à mieux les gérer dans les camps définitifs). Le HCR leur donne un ticket pour la distribution de la ration alimentaire. Entre temps, dans la zone de réception, MSF fait un screening médical pour identifier les cas à référer et ACF fait le screening nutritionnel, qui est le contrôle de l'état de santé des enfants âgés de moins de dix ans ( ils sont pesés et mesurés par les staff ACF). On prescrit une dose alimentaire intégrée dans le camp définitif aux enfants touchés de malnutrition modérée, service suivi par le CREN (Centre de Récupération de l'état nutritionnel, géré par MSF et ARC), tandis que les dénutris sévères sont soignés dans les CNT (Centre Nutritionnel Thérapeutique) de Guékédou ou de Kissidougou, plus proches de la destination finale des réfugiés.

Les réfugiés s'installent pour une courte période dans le camp de transit qui compte aujourd'hui une capacité de 500 personnes ( dix tentes en bâche de plastique de 50 personnes, montées par la GTZ). Trois ont été construites par GTZ et sept par MSF.

Une grande cuisine est installée au centre du camp, où les employés de la Caritas (OCPH) préparent deux repas chauds par jour et MSF distribue couvertures et savons; mais les conditions d'hygiène en général sont difficiles à garantir dans les tentes surchauffées du HCR, et le prolongement du séjour dans ce camp pourrait créer des problèmes comme la diffusion d'épidémies, inexistantes jusqu'à ce jour .

---

- **Du transit à l'installation définitive**

---

Le camp transit est considéré comme une étape intermédiaire dans le parcours des réfugiés, qui ne peut dépasser quelques jours, voir une semaine au maximum. Le HCR prépare régulièrement des convois vers la région d'Albadaria. Le camp de Tékoulo a ouvert en 2000 durant la période des attaques et de grande instabilité dans la Languette, afin d'évacuer tous les camps qui se trouvaient le long de la frontière SL et dans la Languette. Les négociations entre gouvernement et HCR sont problématiques : les choix politiques se mélangent - et souvent prédominent - sur un choix d'implantation stratégiquement plus approprié, et tient compte d'autres facteurs (climatiques, sociaux, de vulnérabilité du territoire...) : il n'est pas clair si, et en quelle mesure, les ong internationales et le HCR peuvent jouer un rôle décisif dans ces choix. Il semble plutôt que les négociations menées donnent aux autorités le dernier mot. Par ailleurs, le rythme des rapatriements est estimé autour de 200 par semaine, mais les convois doivent faire un détour énorme pour entrer au Sierra Léone, car la route de la languette est en mauvais état. Les convois ont besoin de 8 jours au lieu de 2, et cela dans des conditions très difficiles. Apparemment un rapatrié sur quatre retourne au camp, et la plupart attendent de faire la récolte avant de quitter les camps ; entre temps MSF a obtenu un accord pour 1300 places de plus par rapport au maximum permis par les autorités, mais ce nombre est à la fois insuffisant, d'autant plus que le HCR et les autorités veulent fermer le camp de Kouankan, dans la région de Nzérékoré.

Les permis d'élargissement des camps sont accordés par les préfectures sont lents et laborieux, et l'imprévisibilité est à l'ordre du jour. La diaspora entre les camps créés rajoute des problèmes : certaines familles des nouveaux venus savent que leur proches se trouvent à Kouhankan et espèrent être envoyés là bas, mais pour l'instant, le plus probable est le déplacement sur Albadaria. On évite donc de leur dire la destination finale. Une fois qu'il sont installés définitivement, le IRC se charge des regroupements familiaux.

- **Relation entre camp et village de Tékoulo : entre réfugiés et pop.loc.**

---

Le camp est pratiquement collé au village : les deux sont reliés par un chemin et ne sont séparés que visuellement. Le camp se trouve sur une pente assez forte et les tentes sont installées transversalement au dénivelé. Malgré la contiguïté, le lien entre population locale et population réfugiée semble plutôt faible : l'une des raisons est certainement que les réfugiés ne restent pas assez longtemps pour initier un véritable échange, mais la méfiance de la population de cette zone à l'égard de ces voisins libériens est un facteur très présent : la population locale est encore traumatisée par les attaques de 2000 et considère maintenant chaque réfugié comme un potentiel rebelle. Des histoires de maisons pillées et saccagées par certains réfugiés - accueillis depuis longtemps dans la sous-préfecture de Tekoulo - n'aident pas à installer un climat d'entraide. La population de ce petit village, dans lequel les traces de destruction sont encore fort marquées, se sent abandonnée par les autorités et encore trop vulnérable pour compter sur ses propres forces. La frustration des gens est légitime, car les efforts de reconstruction n'ont pas commencé : le Centre de Santé est détruit (PU envisage sa réhabilitation mais est toujours en attente des fonds EU) , les sinistrés n'ont pas de moyens pour reconstruire leur maison et restent logés chez des voisins ou sont toujours dans la brousse avec leur famille. Le marché hebdomadaire est probablement l'un des points d'échanges entre les deux populations, et la longue tradition de brassage entre les ethnies des deux côtés, fait en sorte que les réfugiés et les déplacés se comprennent malgré la différence de la langue officielle, le français pour les uns et l'anglais pour les autres.

Les entretiens que j'ai pu mener avec les réfugiés se sont fait en malinké , en bendi et en français, car l'anglais n'est pas toujours parlé par les réfugiés libériens.).

## ▪ **Relation entre les ONG et les autorités locales**

---

Toutes les Préfectures et sous – Préfectures de la zone de Guékédou sont représentées par des militaires. La zone de la Languette, peu distante, reste l'une des zones les plus tendues et dangereuses pour les ONG (seul MSF, ACF et Plan Guinée y travaillent actuellement) : les réfugiés malades ne sont acceptés que dans les hôpitaux qui ont un accord avec le HCR, et MSF semble avoir eu des problèmes avec la préfecture au niveau des soins de ces malades.

## ▪ **Relation entre ONG et population locale de T.**

---

Un équilibre entre les efforts des ONG pour satisfaire les besoins des réfugiés et des locaux est visible surtout au niveau des infrastructures : les forages construits dans le camp sont utilisables par toute la commune, des forages neufs ont été réalisés dans le village (mais deux sur quatre ne marchent pas). Les besoins des villageois sont encore très grands : le réseau d'assainissement est inexistant, les maisons incendiées s'écroulent, le centre récréatif n'est pas utilisable....Le comité représenté par le chef du village et le chef de la Jeunesse traduit les besoins de la population face aux ONG. Mais les ONG internationales qui étaient installées à Guékédou sont très loin maintenant. Jusqu'en Septembre 2001 , la distribution alimentaire était assurée par le PAM, Caritas et Première Urgence. Cette année aucune aide alimentaire n'a été octroyée. Les attaques ont causé 43 victimes dans le village, toutes des hommes. Vingt d'entre eux s'étant défendus avec l'armée, leurs familles ont reçu deux sacs de riz en récompense. Les autres n'ont rien reçu : les femmes, chef de famille, sont à ce jour nombreuses et manquent de moyens pour survivre et nourrir leurs enfants. La dysenterie est la maladie plus fréquente chez les plus petits.

Reconstruction. Plan Guinée a soutenu les familles les plus vulnérables en leur donnant 500 000 FrG en espèce, à Guékédou comme dans les sous-préfectures. Mais à Guékédou cet argent semble avoir vraiment appuyé la reconstruction, tandis qu'ici les besoins étaient tellement étendus que les familles ont dépensé toute l'aide pour les nécessités plus urgentes. Le gouvernement a fait un don de 75 feuilles de tôle pour réparer les toitures. Le centre de santé a été déplacé provisoirement dans un autre bâtiment, en attendant que l'autre soit réhabilité.

#### 4. Enquêtes de terrain

##### **Objet : Témoignages des réfugiés libériens à Tekoulo**

<b>Date de l'interview</b>	Vendredi 4 et Mardi 8 Octobre 2002
<b>Lieu</b>	camp de transit de Tekoulo
<b>Entrevue effectuée par</b>	Sandra D'URZO (4 – 10) et Stéphane SOURDIN et Segbé (8-10)
<b>Personnes interviewées</b>	Groupes de réfugiés à peine arrivés au camps de transit ; M. Borlay Seley, Chef de District de Kolahun (équivalent du Préfet), et 50 personnes rassemblées autour de lui, complétant et donnant leur part d'expérience et d'histoire (personnes âgées, bcp de femmes et 4 hommes, jeunes filles).
<b>Nombre de personnes à Tekoulo au 8 Octobre 2002</b>	768 personnes
<b>Nombre d'arrivés dans la journée du 4 Octobre</b>	385 personnes
<b>Nombre de tentes</b>	11
<b>Composition ethnique</b>	98 % Gabandi, 2% Mandingo (Malinké du Libéria)
<b>Origine des réfugiés</b>	Kolahun District (ville même de Kolahun + Villages environnants), Libéria.
<b>Date de leur départ (fuite de Kolahun)</b>	lundi 30 Septembre 2002
<b>Nombre de jours passés dans la brousse</b>	3 à 7 jours
<b>Nombre de jours de marche pour arriver à Tekoulo</b>	Entre 2 et 4

##### **Récit :**

L'attaque s'est faite par surprise totale et avec une très grande force (big power). Elle a débuté à 8 heures précises.

Historique des précédentes attaques sur Kolahun (alternativement par les forces de CT et du LURD, tous les deux pas aimés, à la différence que celles de CT tuent systématiquement alors que le LURD oblige « seulement » à faire des travaux forcés) :

<b>Date</b>	<b>Nombre de victimes civiles</b>
12 Décembre 2001	+ de 600
25 Décembre 2001	+ de 700
8 Juin 2002	75
24 Juin 2002	50
30 Septembre 2002	?

NB : Ces chiffres sont certainement fiables dans la mesure où c'est le Chef de District de Kolahun qui les donne, c'est à dire qu'il est en mesure d'avoir eu ces chiffres de manière précise, appartenant à l'administration.

La plupart des réfugiés à Tekoulo ont perdu des parents dans les attaques : femmes, maris, soeurs, frères, enfants. Certains témoignages indiquent que leur famille a été entièrement massacrée.

**Enrôlement d'enfants soldats** : à chaque attaque, les jeunes garçons, adolescents et jeunes hommes ont été systématiquement enrôlés de force par les assaillants, qu'ils soient du LURD ou des forces gouvernementales (nombreux témoignages directs). « Ils ont forcé mon frère à porter leur arme. Après, ils lui ont dit qu'il devait combattre » (jeune fille 16 ans). « Ils ont forcé mes 2 fils à partir avec eux » (femme 40 ans).

Mais cette fois, la ville aurait été rasée.

NB. L'on constate que parmi les rescapés il y a très peu de jeunes adolescents (14-18) parmi les réfugiés au camp de Tékoulo. Il n'était jusqu'à présent pas clair de savoir s'ils avaient été refoulés à la frontière par l'Armée Guinéenne par crainte d'infiltration de rebelles, ou s'ils avaient été mis de côté comme jeunes relèves pour des travaux forcés.

**Origine des attaquants** : tous de Foya (base de départ)

**Composition du groupe des attaquants** :

1. Combattants de Charles Taylor (dont ATU), emmenés directement par hélicoptères (ces troupes gouvernementales auraient été les plus nombreuses proportionnellement d'après ce témoignage)
2. RUF de Mosquito
3. Guinéens dissidents (source croisée)

**Nombre des assaillants** : 300-400 (Kolahun n'est pas une grande ville)

**Mode de l'attaque** : à pied et en silence (pas de cris, juste un mitraillage systématique, arme psychologique par les menaces lancées : « wherever you go, we'll find you », qui est soit un slogan pour terroriser les populations, soit une menace d'attaque de la Guinée et de la SL)

**Armes utilisées** : mitraillettes, grenades, AK 47, RPG (« big weapon »?), « motorgun » (mitrailleuses ?) (l'attaque a eu lieu à l'aube, mais lorsqu'ils attaquent la nuit, ils utilisent des fusées éclairantes)

Tous les assaillants portaient un T-Shirt Jaune avec le nom de ce groupe : « JUNGLE LIONS »

**Mode d'action** : attaque par surprise, mitraillage sur tout ce qui bouge, ratissage de chaque maison qui est ensuite brûlée après avoir massacré tous ses occupants (certains témoignages parlent de personnes brûlées vivantes dans leur maison), massacre systématique de toutes les personnes rencontrées sans distinction : enfants, femmes, hommes, vieillards, essentiellement des civils. Bcp de morts.

Quand les forces gouvernementales attaquent, ils brûlent toute la ville. Comme ça, les gens sont obligés de fuir.

**Réaction de la population** : la fuite dans la brousse, avec l'idée de rejoindre la Guinée. La population des villages dans les environs a subitement rejoint la colonne de réfugiés qui fuyaient la ville de Kolahun.

Durée moyenne passée dans la brousse : 3 jours, mais ils y ont rencontré des personnes qui s'y cachaient déjà depuis 1 an !!! D'autres depuis quelques mois.

Pour manger, les gens creusent dans la terre et mangent toutes sortes de tubercules sauvages. Ils dorment sans faire de feu.

A Kolahun, il y avait beaucoup de familles du LURD.

Ensuite, les LURD ont attrapé les hommes qui avaient fui et refusaient qu'ils aillent en Guinée : « no men must go ». Tous les témoignages parlent d'enrôlement forcé.

Ils auraient aussi refusé initialement que les populations traversent la frontière, mais le Chef de District les aurait supplié de les laisser passer.

Finalement, **le prix à payer pour qu'on les laisse passer** a été :

1. **Travail forcé** (porter du poids, que ce soit de la nourriture ou des armes légères et lourdes type mitrailleuses, récolter les champs pour les LURD). Si tu refuses, tu es tué ou blessé par balles. Tu es placé dans la brousse dans un endroit sûr et surveillé pour qu'on puisse continuer à t'utiliser. Les hommes sont attachés en ligne avec une corde autour de la taille et les mains attachées (d'abord pour le travail forcé puis pour être envoyé combattre ?)
2. **Prélèvement des biens** intéressants des réfugiés : boîte d'huile, radios, vêtements, cacao, sacs, chaussures et la nourriture (riz, etc.). Les biens dont ils disposent au camp sont parfois étonnants vu la fuite précipitée, mais aucun objet de valeur est identifiable.

Après avoir subi tout cela, ils ont encore demandé à pouvoir traverser et les soldats du LURD acceptent. La rivière est toujours haute. Il n'y a qu'un seul canoë avec 12 places pour effectuer la traversée. Ils ont payé chacun 5 \$ Libériens pour la traversée, le passage de la frontière coûtait 50 \$Lib. Par personne. Ils affirment que très peu disposaient de cette somme pour la famille.

« Cela se passe très bien avec les soldats guinéens. Eux-mêmes demandent aux gens du LURD de laisser passer les réfugiés » dit le Chef de District.

Ensuite ils ont tous marché à pied de Owet kama jusqu'à Tekoulo, sauf les quelques blessés (témoignage à l'hôpital de GK d'une femme dont l'enfant a été tué dans ses bras, et a dû faire semblant d'être tuée car les soldats tuaient tous les survivants autour d'elle. Quand ils sont partis et qu'il n'y avait plus personne, elle a fui dans la brousse).

Les réfugiés se sentent plus en sécurité à TKL mais ils restent « avec la peur en eux ». Ils ne pensent pas qu'ils vont être attaqués mais ils sont quand même peur d'être attaqués car ils savent que les forces de CT peut venir les chercher à n'importe quel moment.

Tous ont de la famille qui est restée derrière, morte ou vive.

### **Leur plan pour le futur :**

- quitter la frontière et se mettre à l'abri. Revenir après la guerre (un vieux)
- « depuis 1999, il n'y a pas d'éducation, on veut étudier, travailler pour faire vivre nos familles et que les enfants repartent à l'école » (les rares jeunes hommes présents)
- « Apprendre à monter des «business» (petit commerce) car nos maris sont morts et que nos enfants aillent à l'école. Avoir un peu d'argent «to make business» (large majorité des femmes présentes)

### **Leurs demandes :**

- des vêtements car ils sont venus avec les seuls vêtements qu'ils avaient sur eux.
- Que les soldats du LURD laisse passer leur famille
- Qu'ils puissent rejoindre leur famille qui se trouve déjà en Guinée ( plusieurs à Kouhankan)

### **Témoignages particuliers (à propos de cette attaque et des attaques précédentes) :**

- « Quand les attaquants sont venus, je travaillais dans ma ferme et j'avais quelques sacs de riz. Ils l'ont pris. Ils m'ont aussi battu. Ensuite ils ont brûlé ma maison. 2 de mes enfants sont morts de faim. J'ai passé un an dans la brousse en mangeant des «bush yams» (ignames sauvages ?). (Homme 45 ans de Kolahun District, village de Wohomba).
- « Quand le LURD est arrivé (autre attaque), elle avait 2 fils. Les 2 ont été tués (17 et 20 ans). Ils étaient civils. Après j'ai couru et vécu dans la brousse pendant 1 an » (Femme 40 ans, originaire villages alentour de Kolahun)
- « Quand les troupes gouvernementales sont arrivées dans le village de Koblah, ils ont brûlé ma mère dans sa maison. Moi j'ai emporté toute ma famille » (jeune femme 18 ans)
- « Quand le LURD est arrivé, tout le monde a couru. J'avais 2 enfants. L'un est mort, l'autre était un bébé et il est mort de faim. Les troupes gouvernementales de Charles Taylor ont ensuite tué mon père en décembre. Je n'ai plus personne de qui m'occuper » (jeune femme 20 ans).
- « Quand le LURD est venu, nous avons fui dans la brousse. Mon enfant âgé de 1 an est mort et on l'a enterré avec ses habits. Les troupes de Charles Taylor sont venues déterrer l'enfant de sa tombe. Ils ont pris les vêtements de l'enfant pour en faire des «médicaments». Ensuite ils sont emmenés mes 2 enfants pour aller combattre. Ils avaient 17 et 20 ans » (femme 40 ans).
- « Le seul moyen pour nous de traverser a été de faire beaucoup de travail forcé et surtout de porter les vieux invalides et les malades incapables de marcher. Si tu n'accompagnes pas quelqu'un de très malade, c'est impossible pour un homme de traverser. Tu dois aussi donner tous tes biens » (témoignages des 4 seuls jeunes hommes présents).
- « Je suis très inquiète pour mes 3 fils. 1 a été enrôlé par les troupes de Charles Taylor et l'autre par le LURD. Quand ils veulent traverser la frontière, le LURD les empêchent et les forcent à partir avec eux » (femme 45 ans).

- « Les LURD nous ont fait beaucoup souffrir. Ils ont été durs avec les vieux. Ils nous ont pris nos vêtements et nos chaussures. Mais au moins le LURD t'épargne, seulement ils te font travailler, alors que les Charles Taylor tuent les gens et brûlent ta maison. » (vieux 55-60 ans)

Témoignages croisés, lors de l'arrivée même et quelques jours plus tard, entre le 4 et le 8 Octobre 2002  
Stéphane SOURDIN, Sandra D'URZO

**Objet : Témoignages des réfugiés vulnérables à Boréah**

<b>Date de l'interview</b>	Lundi 7 Octobre 2002
<b>Lieu</b>	camp de Boréah
<b>Entrevue effectuée par</b>	Sandra D'Urzo et une membre du Comité des Réfugiés
<b>Personnes interviewées</b>	Des personnes identifiées comme « vulnérables » par la Croix Rouge, vivant dans le secteur B du camps
<b>Nombre de personnes à Boréah au 7 Octobre 2002</b>	Environ 10 000
<b>Nombre de personnes interviewées</b>	8
<b>Composition ethnique</b>	Sierra Léonais, 2% Mandingo (Malinké du Libéria)
<b>Origine des réfugiés</b>	Sierra Léone, différents districts
<b>Type d'abri</b>	Abri en banko, une pièce, construit par la GTZ ou par eux mêmes
<b>Moyenne de personnes pas abris</b>	4 personnes (souvent femme seule avec trois enfants)

**Conditions :**

Presque tout les personnes vulnérables interviewées sont des veuves, plus ou moins jeunes (entre 25 et 50), qui ont perdu leur mari dans les combats du côté SL, des vieux seuls et malades , et une femme âgée de 65 ans qui m'a accompagnée dans la traduction anglais/créole/malinké, et fait partie du membre du Comité.

La constructions de leurs logements sont plutôt semblables, faites de terre, paille, bois, bâche de plastique et aucune protection au sol. Une petite véranda leur permet de cuisiner dehors. Les familles plus nombreuses (5 personnes, quatre femmes et un garçon) disposent de deux pièces (une réservée au garçon) tandis que toutes les autres vivent dans un seul espace. Le réfugiés ne se connaissaient pas entre eux avant d'arriver au camps. Tous ont un long parcours de camps derrière eux, certains de transit et d'autres d'où ils ont du fuir à cause des incursions rebelles.

Voici l'un des parcours (veuve avec trois enfants, son mari, déjà malade, n'a pas survécu au déplacement du Sierra Léone à la Guinée.

<b>Camp (de transit ou définitif)</b>	<b>Temps passé dans chaque camp</b>
Fangamadou	3 ans
Katkama	2 ans
Massakoudo	Plus de 5 mois
Boréah	1 an

La plupart des réfugiés ont perdu des parents dans les attaques : femmes, maris, soeurs, frères, enfants, parents. Certains témoignages indiquent que certains ont perdu toute trace d'une partie de leur famille : la femme du Comité, qui a passé plusieurs années en Zambie, venait de rejoindre sa mère et deux de ses enfants qui habitaient encore au SL pour une courte période. Elle a du prendre la fuite lors de l'incendie de son village et n'a plus eu de nouvelles de ses enfants, sa mère étant morte pendant la fuite. D'un camp à l'autre, elle espère un jour pouvoir rejoindre l'autre moitié de sa famille en Zambie, mais le voyage est maintenant trop cher, depuis que toutes ses propriétés et ses biens ont été pillés en SL.

**Appui de la GTZ/HCR et identification de la vulnérabilité:** à chaque famille de vulnérables le HCR, en partenariat avec la GTZ, a promis la construction intégrale de l'abri. L'un des problèmes a été le délai : certains vulnérables ont passé des mois dans des tentes à 50 sur le camp ou dans la commune, où a été ensuite construite la maison. Le sentiment d'abandon a été très fort pour certaines femmes, chef de famille, qui n'ont pas été estimées « vulnérables » : selon la Croix Rouge elle devaient bâtir d'elles mêmes leur abri, parce qu'elles avaient un garçon adolescent qui pouvait les aider dans la construction, ou la capacité financière d'embaucher une main d'œuvre. Certaines se

plaignent qu'elles n'ont pas été prises en compte, et qu'elles rentraient parfaitement dans les critères de vulnérabilité : c'est le cas d'une femme qui a construit brique par brique son abri, avec l'aide de sa fille aînée.

La typologie de construction est exactement la même entre les maisons auto construites et celles faites par la GTZ : aucune variante n'a été prise en compte par exemple pour les personnes handicapées ou malades, pour lesquelles des solutions spatiales/fonctionnelles devraient être prises en compte dans la conception même du logement (proximité des latrines, solutions qui facilitent le mouvement dans et en dehors le logement..).

#### **Conditions de l'abri :**

4. Plutôt modestes : difficulté de partage de l'espace unique pendant un séjour prolongé (ceci est en général vrai pour nombreux logements, surtout pour les premiers abris réalisés à Kuntaya) et manque d'entretien qui cause beaucoup d'infiltration et de stagnation de l'eau pendant la saison des pluies. Certains se lamentent de n'avoir eu qu'une seule bâche du HCR au lieu de deux (NB. Difficile à savoir, car la revente de bâches est un fait connu, confirmé dans les villages environnants).
5. Pas d'espaces partagés entre les rangées d'abris pour des fonctions communes (cuisines communes, espaces pour les enfants, lieu de prière comme on voit dans d'autres camps).

**Perception de l'aide :** Plutôt satisfaisante. Les rations alimentaires sont suffisantes mais le problème est l'approvisionnement en bois pour la cuisine. La crainte est de devoir s'éloigner trop pour en trouver, les vieux ne pouvant pas marcher beaucoup.

Nombre de femmes font des cours de formation professionnelle (coiffure, broderie, teinture..) et s'engagent sur les programmes d'activités génératrices de revenus deux fois par semaine. Les enfants vont à l'école et les soins médicaux sont bons.

**Relations de voisinage :** Le sentiment de solitude est perceptible parmi beaucoup d'entre eux ( "I have nobody to rely on ....only when my children were sick they cared for me. I do the same"), car la solidarité n'est pas très forte. Personne ne vient du même village, mais les familles parlent en créole entre elles. Une femme est systématiquement menacée et battue par ses voisins, qui l'accusent d'être une coco (sorcière en créole). Elle dit «I want to change home, I built this one with my hands but now I am so scared. They beat me. This morning they threathened me again and again. I don't feel safe, for me and my three children." Elle s'est construite une cloison en bois devant l'abri pour mieux se protéger.

#### **Leur plan pour le futur :**

- (majorité) Retourner au Sierra Léone, dans leur village, mais pas tout de suite. Attendre des nouvelles d'autres qui sont rapatriés dans les prochains mois. Recommencer leur vie là bas.
- (certains) Rester en Guinée, ou dans d'autres pays où ils ont de la famille. Trop peur de rentrer et surtout plus rien ne les attend : plus de maison, de terres, de revenus.

#### **Leurs demandes :**

- réparation de leur abris insalubres après les pluies (murs imprégnés d'eau)
- du bois/charbon/foyers améliorés pour la cuisine.
- Plus de sécurité et de surveillance dans le camp.

Fait à Boréah le lundi 7 Octobre 2002  
Sandra D'URZO.

**Objet :Entretien dans la sous-préfecture de Albadaria**

<b>Date de l'interview</b>	Jeudi 10 Octobre 2002
<b>Lieu</b>	Centre urbain de ALBADARIA
<b>Entrevue effectuée par</b>	Sandra D'URZO , appui logistique du HCR
<b>Personnes interviewées</b>	Le sous-préfet , les représentants des six districts de la sous-préfecture
<b>Nombre d'habitants recensés à ce jour</b>	Centre urbain : 965 Ensemble des 6 districts : 13 657
<b>Nombre de personnes interviewées</b>	25
<b>Composition ethnique</b>	Malinkés guinéens, faible pourcentage de réfugiés SL
<b>Origine des réfugiés</b>	Sierra Léone, différents districts
<b>Type d'abris présents dans le centre ville</b>	Cabanés en paille (majorité) ; constructions en dur pour les services communautaires (écoles, s-préfecture, centre de santé, centres de formation ....)
<b>Moyenne de personnes pas case dans le village</b>	4-5 personnes

**Récit :**

« Au début de l'année 2000 , il s'agissait de créer un endroit pour accueillir plus de 50 000 personnes (NB. Les estimations n'étaient pas claires, on parlait alors de 140 000 réfugiés à relocaliser dans huit camps aménagés entre la région d'Albadaria et celle de Dabola. Ce chiffre s' est réduit dans la réalité à environ 70 000 réfugiés sur quatre camps , on craint que le chiffre initial ait été gonflé, pour obtenir d'avantage de financements). Pour la sous-préfecture, alors composé de 5 districts et d'environ 10 000 habitants, et pour notre population, il était inconcevable de se voir multipliés par cinq tout d'un coup ! Il est vrai que de nombreux efforts ont été soutenus par le Gouvernement central et les autorités décentralisés sur le plan moral/matériel/financier pour nous convaincre à accepter.

Au mois de mai 2000 on a commencé à transférer les réfugiés et aménager les camps : des problèmes d'insécurité se sont tout de suite fait sentir, des crimes que le village n'avait jamais connu auparavant (citation : femmes égorgées dans la brousse, vols...) et des maladies auxquelles nous n'étions pas exposés (cit. diarrhée ) ; mais les réfugiés ont le même statut des autochtones devant la loi, et certains ont été jugés pour leur crimes. Depuis des relations entre notre population et les réfugiés se sont tissées et nous ne voulons plus qu'ils partent. Maintenant on pense avoir le privilege de recevoir cette population, qu'on sent très proche de nous et de nos coutumes. Certes, ils doivent respecter nos moers et nos habitudes mais les relations se sont beaucoup améliorées. Le trois domaines dans lesquelles s'impliquent les deux populations sont l'agriculture, l'élevage et le commerce »

**Présence des ONG et appui à la communauté locale dans le centre urbain de Albadaria:**

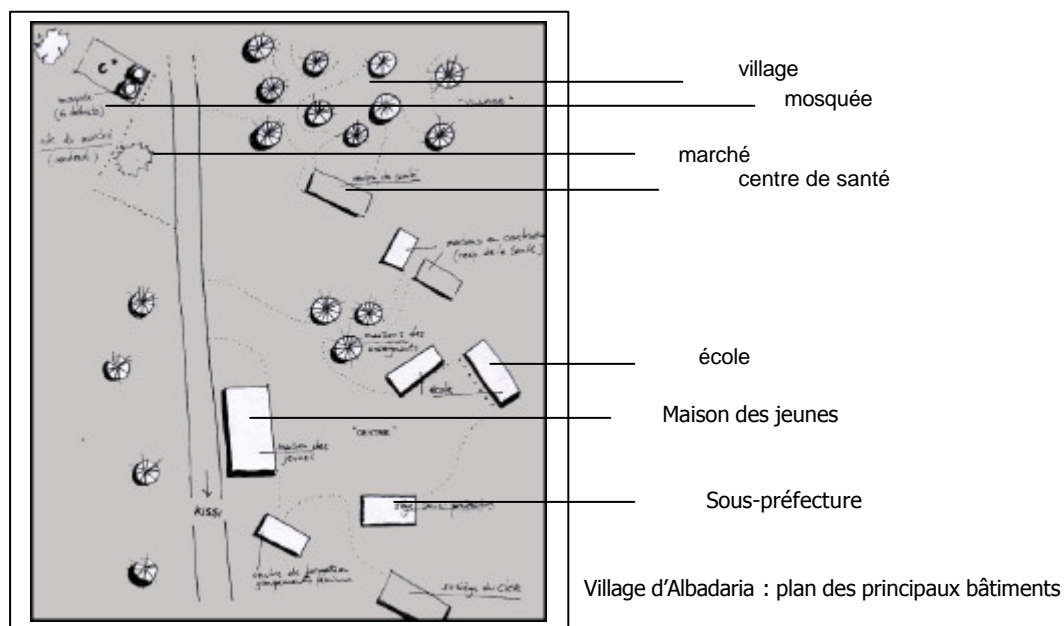
<b>ONG / Institution présente dans la SP</b>	<b>Type d'intervention réalisée</b>
UNICEF/ PAM/ ADRIP/ GTZ	- Distribution de semences, aide au secteur agricole
GTZ/BTZ	- Construction de puits améliorés - Construction de centres de formation - Construction de latrines - Réhabilitation d'une école (2 bâtiments de 6 classes) - Formation de groupements coopératifs féminins (teinture, saponification)
GTZ/ UNICEF	- Centre de Santé (réalisé en 1990)
ARC	- Réhabilitation de la maison des Jeunes - (prévue) construction du marché

	- Formations des jeunes : donateur d'une chaîne musicale, 1 antenne parabolique, 1 vidéo, 1 groupe électrogène
ACF	- Installation du réseau d'eau et d'assainissement
Plan International Guinée	- Soutien à de nombreux secteurs (agriculture, formation)
IRC	- Formation des groupements féminins, dans les centres de formation professionnelle
CICR	- Soutien au secteur sanitaire (plus présents en ce moment)

**Conditions et contraintes pour l'installation des camps :**

Selon la majorité des représentants des districts, le choix de localiser les camps à une certaine distance des villages n'est pas seulement une condition d'ordre sécuritaire, mais est notamment fait en fonction de la disponibilité d'eau immédiatement utilisable. Les camps de Kuntaya, Télioro et Boréah profitent du cours d'eau pour leur approvisionnement. Il n'y avait donc aucune possibilité de rapprocher le camp au centre urbain. Maintenant, en effet, des propositions sont avancées par la collectivité locale aux autorités centrales du Pays, pour la réutilisation des structures du camp, le jour ou les réfugiés seront rentrés. Les domaines préférentiels sont ceux de la santé et de l'éducation (important centre de formation professionnelle pour la région, intégration du réseau sanitaire..).

**Conditions du centre urbain:** le centre urbain s'articule le long de la route qui mène à Kissidougou. Les bâtiments des services communautaires sont concentrés autour de la sous-préfecture (voir plan du site) tandis que le village s'étend des deux côtés de la route et est en majorité constitué de cases de paille et de terre. Il est étonnant que l'une des rares maisons «en dur», en construction et presque achevée, a été réalisée par un réfugié décidé à s'installer en démontrant une bonne capacité financière. Le marché hebdomadaire du vendredi se déroule à côté de la mosquée, sans aucune structure d'accueil. La mosquée est une construction plutôt remarquable dans ce contexte, mais le manque d'entretien a détérioré ses éléments constructifs. La réhabilitation de celle-ci est visiblement souhaitée, car la mosquée rassemble tous les fidèles du district. Par contre, l'école et la maison pour les jeunes, récemment édifiées, semblent bien construites et satisfont pleinement la communauté. Note originale : maison natale du chanteur Mori Kante, reconnu internationalement comme représentant de la musique de l'Afrique de l'Ouest, dans le village. Rencontre avec sa famille.



### **Perception de l'aide des ONG:**

- Pas de retombées économiques directes pour l'emploi de personnel de la région dans les ONG
- Concentration de l'aide dans le centre d'Albadaria mais sensiblement moins dans les villages plus périphériques ; beaucoup de promesses faites lors de l'installation des camps, mais peu d'entre elles ont été maintenues (cit. « en particulier, le HCR »)
- Augmentation incontrôlée des prix ( cit. « un poulet ne coûtait pas plus que 3000 FRG, maintenant sur le marché le prix peut aller jusqu'à 8000 ! le riz aussi a augmenté de 60%...nous nous débrouillons comme l' on peut »)
- Pas de désenclavement des autres districts, qui restent marginalisés par rapport à l'aide.

### **Relations avec le camp:**

Très fréquentes et propices : au début la communauté a cédé sans conditions 1000 ha de ses terrains aux réfugiés, dans les plaines et sur les coteaux (plus profitables : pas seulement pour la culture du riz, mais aussi du maïs, des légumes et des arachides). Maintenant les négociations se font directement entre réfugiés et agriculteurs locaux qui en tirent du profit. « Mais il faut plus d'investissements dans l'agriculture de la région, que d'aménagement de quelques bas-fonds ici et là » Les centres de santé des camps sont utilisés seulement en cas d'extrême nécessité (maladies non curables par le poste du village), mais par contre, des manifestations de loisir et socioculturelles sont organisées en collaboration avec les réfugiés ( match de foot, événements musicaux).

Les rapports entre la sous-préfecture et le Comité des Réfugiés semble très bon, dans la mesure où le partage des soucis et des besoins est fréquent. Les groupements entre coopératives de femmes, partagent avec leurs homologues dans le camp des techniques de tissage et de teinture.

### **Leur idée pour l'avenir :**

Pouvoir vivre avec une partie de la communauté réfugiée qui s'intégrerait dans le tissu urbain. Convaincre le Gouvernement à réutiliser les structures des camps pas uniquement comme des bases militaires, mais aussi pour des activités de formation et d'amélioration de la Santé.

### **Leurs demandes :**

- Plus d'investissements de part des ONG (10 sur les 30 présentes dans les camps aident les communautés locales directement)
- Désenclavement de certains villages par le renforcement du réseau routier
- Construction du marché de Albadaria
- Restauration de la Mosquée de Albadaria

Fait à Albadaria, le jeudi 10 Octobre 2002

Sandra D'URZO.

## 5. L'aide : les bailleurs internationaux , les ONG, les institutions guinéennes.

NB : cette analyse se base sur les entretiens avec au minimum deux responsables par ONG ( un avec le coordinateur/chef de mission et un avec le responsable de terrain/ field officer). Parmi les ONG connues qui s'occupent de construction dans et en dehors des camps, figurent :

- GTZ Arsl , programme de la Coopération Allemande, différents secteurs d'appui.
- HCR/ GTZ, en charge du montage des camps et des infrastructures routières.
- MSF et ACF, réseaux d'eau et d' assainissement.
- Plan Guinée, actif surtout dans les villages/ villes.
- IRC, construction d'écoles.
- PU, réhabilitation d'infrastructures à Guéckédou

### Démarches communes et perspectives

Toutes les ONG sont en train d'adapter leurs programmes selon des stratégies communes à beaucoup d'entre elles, dans l'objectif de:

- Equilibrer l'aide entre populations réfugiées et locales : construction de routes, de réseaux d'assainissement et d'approvisionnement d'eau, de services communautaires (marchés, écoles) dans les villages entourant les camps.
- Sensibiliser les population locales et réfugiées en ce qui concerne la protection de l'environnement
- Renforcer les capacités locales :
  - Formation professionnelle (et utilisation des personnes formées dans les réalisations des programmes futurs : ex. professeurs à l'école, équipe de techniciens qui construisent les abris..)
  - Création d'emplois et d'activités génératrices de revenus (femmes, métiers artisanaux, attention aux personnes handicapées)
- Favoriser et Améliorer le lien entre les deux communautés , entre villages et camps en terme d'échanges commerciaux, d'utilisation et culture des terres, de services mis à disposition des deux communautés (centres de santé et de formation, AGR, écoles..).

A ce jour :

- Agriculture mixte, culture des bas-fonds par les réfugiés sur les terres appartenant à des villageois (les négociations se font désormais directement entre réfugiés et autochtones)
- Organisation d'évènements socioculturels(ponctuels)
- Emplacements stratégiques au bord des camps pour la réalisation des services communs aux deux communautés, réutilisables dans l'avenir par les villages.
- Intégration des petites et moyennes entreprises dans le processus de construction, main d'œuvre, production de matériaux, suivi de chantier (techniciens réfugiés formés).
- Renforcer la coordination Inter-Ong, pour éviter la superposition de programmes ou des double financements.

### Limites et contraintes :

- **Manque de coordination dans le secteur de la construction entre le HCR et la GTZ**
- **Difficulté de faire respecter les temps de mise en œuvre des travaux (entreprises locales ne maîtrisent pas le délais)**
- **Pouvoir restreint des ONG/HCR dans la négociation stratégique des sites, le choix politique l'emporte sur le choix technique** (ex.Dabola n'a pas d'eau, est très loin de la frontière, mais le camp se fait quand même)
- **Difficulté de faire participer les bénéficiaires.**

**NB : Selon certaines ONG il est plus difficile de mobiliser les réfugiés, car trop ils sont habitués à l'assistance complète et à « toujours demander », selon d'autres ce sont eux les plus disponibles, et par contre les autochtones ne font pas du « food for work » car ils veulent tout de suite en tirer du profit (« faire du business »).**

- **L'urgence qui complique toujours la donne. Des prévisions erronées faites sur la base d'estimations peu maîtrisables dans la crise. Choix précipités.**
- **Manque de vision à long terme : les ONG ont réalisé des travaux dans des camps fermés peu après (la fermeture de Kouhankan pourrait créer un précédent), avec un gros risque de dispersion de fonds.**

## **6. Conclusions**

Il est évident que les contextes sociaux-politiques des pays limitrophes à la Guinée continuent à être instables et que le scénario commun entre Libéria, Sierra Léone et , très récemment, la Côte D'Ivoire est celui d'une constante précarité : tout laisse donc présager une situation de crise cyclique et durable dans cette zone. Que prévoit-on ? La pérennisation et la stabilisation ou l' échec de l'intégration ? le retour ou l'insertion ? l' exclusion ou l' interaction ? quel désengagement de l'aide avec quelles répercussions ?

On constate que le HCR traverse en ce moment des difficultés financières très graves et qu'il pourrait diminuer de plus en plus son assistance dans les années qui viennent.

Deux solutions sont vraisemblablement possibles :

1. Les rapatriements seront forcés vers les zones de provenance et le HCR se chargera du transfert de tous les réfugiés (il sera difficile, en ce cas, de définir le statut du « réfugié de longue date » des autres), au delà des frontières Guinéennes.
2. Le HCR , en accord avec le Gouvernement, laisse le libre choix entre différentes solutions : rester en Guinée sans aucune assistance (mais avec un permis de séjour ou des papiers guinéens), rentrer dans leur pays de provenance ou se réinstaller ailleurs (sur d'autres continents qui pourraient accepter de recueillir un certain nombre de réfugiés).

De ces options peuvent hypothétiquement découler différents scénarios urbains :

Les camps, tels qu'il existent maintenant, n'ont pas le potentiel de développement qui pourrait les transformer en une véritable ville, même si des dynamiques sociales et spatiales, comparables à celles d'un centre urbain, se développent au fur et à mesure du temps (organisation de l'espace, relations sociales, activités qui se désengagent de l'assistance). Mais nombre de réfugiés actuellement ne trouvent pas leur place ici, et ne rêvent que de retourner chez eux ; leurs sentiments sont la crainte, l' rejet, le repli et l' auto-défense. Les camps sont devenus à la fois l' emblème d'une condition formée par le tandem guerre/humanitaire, et le lieu où la vie est maintenue à distance du monde social et politique ordinaire . Il est vrai que le dispositif humanitaire des camps produit de la ville, dans la mesure où il développe un espace complexe, des possibilités d'échange entre ceux qui y vivent, une différenciation sociale et un habitat dense et différencié ( dans les camps d'Albadaria on trouve des « vidéo shops », « studio photos », « salons de coiffure »...). Pourtant le problème d'inactivité professionnelle et le sentiment d'abandon et de frustration dominant, ce qui donne aux camps le sens souvent mentionné du non-lieu<sup>11</sup>, ou celui de « ville nue », comme le définit Michel Agier<sup>12</sup>.

Par contre, si l'option du libre choix se vérifiait, les réfugiés, désormais citoyens guinéens, pourraient s'installer dans un site, le même ou un autre différent que celui des camps, ou « fonder » un village, premier noyau de développement d'une ville. Ce processus semble compliqué mais, s'il est prouvé que des villages entiers se sont déplacés sur le site des anciens camps de réfugiés pour profiter des infrastructures, il est probable que ces sites représentent des facteurs de développement rien que par la présence d' infrastructures.

L' avenir des camps : Les autorités gouvernementales et locales s'interrogent désormais sur la réutilisation des camps, et il est possible qu'ils aient des opinions conflictuelles à ce sujet : les camps

<sup>11</sup> Soit un espace où sont absents la mémoire, les relations d'identité attachées aux « lieux anthropologiques » (M.Augier, 1992, non-lieux, paris, Seuil)

<sup>12</sup> M.Augier dans « les nouvelles villes : les camps de réfugiés », Villes et Guerres, paris 2001, cahiers de la Recherche Urbaine.

près des frontières ont souvent été réutilisés pour y installer des camps militaires et d'entraînement. Quelques rares bâtiments sont devenus le siège d'ONG de développement ou leurs bureaux administratifs (c'est le cas du poste de santé de Katkama, ensuite devenu le siège de EDAC). Des autorités locales, par exemple celles de Albadaria, ont proposé au gouvernement des solutions différentes, qui tiennent compte des besoins et de la vocation spécifique de cette zone (centres de formation, de traitement ou de commercialisation du bois, gros centres de santé...). Il faudra voir si ces choix seront conciliables avec les stratégies générales prévues pour la Guinée Forestière.

Parmi les réfugiés, nombreux sont ceux qui ont décidé, avant ou après, de s'installer dans les villes ou les villages et commencer une vie « intégrée » à la population locale. Les avantages et les inconvénients peuvent être ainsi perçus :

	<b>CAMP</b>	<b>INTEGRATION</b>
<b>AVANTAGES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- donne asile et protection</li> <li>- plus adapté comme solution à terme</li> <li>- plus facile d'estimer les populations, évaluer les besoins et faire le monitoring de l'état de santé.</li> <li>- facilité d'organiser les services de base (distribution alimentaire, campagnes de vaccination..)</li> <li>- visibilité de l'action humanitaire</li> <li>- rapatriements plus facilement gérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- favorise la mobilité des réfugiés, l'accès au travail etc.</li> <li>- encourage la résilience de la population réfugiée.</li> <li>- accès aux infrastructures existantes en ville (écoles, lieux d'échange, de culte..)</li> <li>- accroît la reconstruction sociale-économique et une meilleure intégration future</li> </ul>
<b>DESAVANTAGES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- surpopulation qui peut générer un habitat insalubre (maladies, épidémies..)</li> <li>- dépendance de l'assistance humanitaire, manque d'autonomie</li> <li>- ségrégation sociale</li> <li>- dégradation de l'environnement</li> <li>- problèmes de sécurité dans les camps</li> <li>- pas de réel potentiel de développement durable</li> <li>- déséquilibre entre l'aide fournie aux réfugiés dans les camps et celle à la population locale : tension avec les autorités, mécontentement des locaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- population plus difficilement joignable, moins de sensibilisation et de monitoring.</li> <li>- implantation plus complexe des programmes, qui nécessite une connaissance approfondie du contexte local.</li> <li>- risque de déstabilisation entre communautés.</li> </ul>

## ▪ **Recommandations générales**

### Au niveau de l'habitat dans les camps existants et en construction

- Profiter de la période des rapatriements pour faire des sondages sur les conditions de l'habitat : évacuation des maisons insalubres ou endommagées, rapprochement des familles. Le découpage initial du camp peut ainsi être modifié, à l'initiative des réfugiés au gré des déplacements, en fonction des affinités (ou des inimitiés) familiales ou ethniques.
- Se charger d'avantage de l'entretien des abris, surtout après la saison des pluies. Prévoir, s'il le faut, des additifs ou stabilisants qui augmentent la résistance de la terre aux précipitations et aux conséquents risques d'instabilité.
- Tenir compte de plusieurs facteurs dans l'attribution des abris aux personnes vulnérables, par ex. la proximité de celles-ci aux services communautaires ; envisager l'introduction de normes spécifiques dans la conception de l'abri individuel, qui garantissent la mobilité réduite de certaines personnes vulnérables (vieillards, personnes handicapées), en prévoyant l'accès à tous les espaces. Actuellement, il n'y a aucune différence dans la conception des abris pour vulnérables et non vulnérables.
- La conception des abris : il faudrait prévoir le rehaussement des abris sur une dalle légèrement surélevée, car ils sont facilement inondables ; il faudrait assurer une meilleure ventilation face à ce climat de chaleur humide (ouvertures sur plusieurs côtés et disposition plus espacée entre les abris) . Trouver des solutions viables pour l'isolement du sol, par exemple un recouvrement fait de fibres végétales (type sisal, ou fibres de bambou) : cela

pourrait devenir aussi une activité génératrice de revenus pour les femmes qui se lancent dans la production à grande échelle.

- La conception des écoles : le plan type est trop rigide et adopte des solutions standardisées peu adaptées aux besoins. Une réflexion devrait être faite par des professionnels du bâti des ONG, en coordination avec les enseignants et le comité des camps, qui déboucherait vers une conception plus adaptée et flexible. On devrait introduire des mesures qui permettraient l'échange des savoir-faire entre les communautés locales et celle réfugiées, car l'intégration commence forcément par la scolarisation dans le pays d'accueil (IRC tente cette intégration, mais avec difficulté). Le département d'éducation de IRC envisage de telles actions.
- L'ouverture des routes : il est impératif que le réseau routier traversant la Languette, vers la frontière Sierra Léonaise, soit rétabli, car les convois des rapatriés se font à présent dans des conditions critiques. Il est probable que ceci soit fait dans les prochaines semaines.

#### **Au niveau de stratégies générales de l'aide :**

- Le rapprochement des camps aux villages devrait être une règle et pas une exception (cas de Kola), car il génère de avantages pour les deux communautés et peut être un vecteur de développement de la région. Les villages plus éloignés par rapport aux routes que les camps ne doivent pas rester complètement exclus de l'aide internationale.
- Le HCR et les ONG : il est fondamental de mieux coordonner les actions sur l'habitat et le rôle de chacun, car le renvoi des responsabilités, les retards, le manque d'information et de stratégie s'en ressentent à tous les différents niveaux des réalisations. Les nouvelles stratégies d'implantation autour de Nzérékoré n'ont pas fourni le prétexte, semble-t-il, pour établir une ligne d'action commune entre le HCR et la GTZ.
- La participation des bénéficiaires dans la construction doit rester une priorité : seul dans l'urgence le rôle des techniciens de la GTZ devient incontournable, dans la construction plus rapide d'abris, mais sinon leur rôle doit rester celui d'un appui technique.
- Développer et actualiser les Systèmes d'Information Environnementales (SIE), mis en route avant la crise de 2000, par :
  - la collecte d'informations sur le site des camps existants et ceux qui ont été démantelés.
  - La compilation, synthèse et structuration des données sur l'habitat dans les villes et villages touchés par les attaques (il existe, sur Guéckédou, des images aériennes de la ville intacte).
  - Un inventaire des données cartographiques disponibles (et de celles qui se sont perdues dans les archives de la ville de Guéckédou).
  - Production de spatiocartes satellitaires à l'échelle de 1:100.000, et de cartographie actualisée sur le développement de la ville de Kissidougou.
  - La cartographie de l'occupation du sol et des zones fragilisées par la présence des réfugiés.

#### **Remerciements**

Merci à tous les membres de ACF, sans l'appui desquels cette mission ne se serait pas faite. Les réflexions et discussions avec Stéphane Sourdin, Iñigo, Belén, Nuria ont été très enrichissantes. L'appui de Karifa Mamadouni de EUPD a été essentiel pour les enquêtes dans les camps. Merci à Florence et Lionel de MSF, pour l'accompagnement spontané à Tékoulo, et à Charlemagne Kpakpo qui m'a permis d'utiliser la logistique du HCR dans les camps. Merci aux réfugiés qui m'ont fourni leurs témoignages dans des conditions bouleversantes.

Bonne chance à Julien et Fleur, pour tout ce qui concerne la suite de l'étude.